

Cécilia Pédini

Les Carrières de la Couronne de l'Antiquité à l'époque contemporaine

Publications du Centre Camille Jullian

Chapitre 2. Sédentarisation d'une population de carriers

DOI : 10.4000/books.pccj.3416

Éditeur : Publications du Centre Camille Jullian, Éditions Errance

Lieu d'édition : Publications du Centre Camille Jullian, Éditions Errance

Année d'édition : 2013

Date de mise en ligne : 6 avril 2020

Collection : Bibliothèque d'archéologie méditerranéenne et africaine

ISBN électronique : 9782491788032



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

PÉDINI, Cécilia. *Chapitre 2. Sédentarisation d'une population de carriers* In : *Les Carrières de la Couronne de l'Antiquité à l'époque contemporaine* [en ligne]. Publications du Centre Camille Jullian, 2013 (généré le 08 avril 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pccj/3416>>. ISBN : 9782491788032. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pccj.3416>.

Chapitre 2

SÉDENTARISATION D'UNE POPULATION DE CARRIERS

Au XVII^e s. s'installent à La Couronne de nouveaux arrivants, majoritairement des carriers que l'on doit mettre en relation avec les grands travaux ordonnés par Louis XIV. De nombreuses carrières sont ouvertes et exploitées de manière intensive, particulièrement à partir des années 1660. La croissance démographique suit le rythme de l'activité des carrières. En 1669, on agrandit l'église, qui n'était à l'origine qu'une chapelle, probablement pour pouvoir accueillir la totalité de la nouvelle population. On voit alors l'installation sur place d'un prêtre, alors que jusqu'à présent naissances, décès et mariages étaient enregistrés à Jonquières ou à Martigues. En d'autres termes, le village se construit, se développe et s'adapte à la nouvelle population.

2. Contexte de l'exploitation moderne

2.1.1. L'arrivée d'une nouvelle population

On ne sait exactement à quel moment la population commence à s'implanter de manière définitive, mais il semble que cette installation se situe aux alentours des années 1640. En 1667, Taupin, marchand de pierres, demande à l'abbaye de Montmajour l'autorisation d'exploiter de manière quasi-exclusive les carrières de La Couronne. En réponse, l'abbaye ordonne une enquête sur place, dans laquelle les habitants témoignent des conditions de vie du village (document n°16).

On suppose qu'elle est alors essentiellement composée de carriers car, au moment de l'enquête, l'abbé mandaté par l'abbaye de Saint-Pierre-de-Montmajour-Arles note que « le lieu (de La Couronne) est un lieu (...) proche de la mer tant garny de rochers et terres incultes y ayam fort peu de terres cultes, et habité par de pauvres gens (...) habitan dan des huttes de pierres sèches ou lieux souterrains qui ne gagnem leur vie qu'au moyen desdites peyrières » (document n°16).

Dominique Rindollet, *peyreron*, précise qu'il vit à La Couronne depuis 26 ans, soit depuis 1641. Il est âgé de 50 ans, ce qui signifie qu'il s'y est installé à l'âge de 24 ans, soit assez jeune, mais pas suffisamment

pour n'avoir jamais exercé sa profession ailleurs. On retrouve cette famille dans l'état civil jusqu'au XIX^e s., et la plupart de ses descendants sont carriers. Dominique Reymondon, âgé de 62 ans, carrier aussi, témoigne de l'exercice de son métier depuis toujours à La Couronne, en revanche, il ne précise pas s'il est natif du village, ou bien s'il s'y est installé dans sa jeunesse. On trouve ensuite le témoignage de Guillaume De Coutel, carrier tout aussi influent à La Couronne, âgé de 35 ans qui précise que « depuis environ huit ans quil est retire en ce pais il a travaillé aux peyrières du terroir de La Coronne ». Il s'est donc sédentarisé vers 1659, soit à l'âge de 27 ans. Un autre témoin Sauveur Nicolas, carrier également « du lieu de La Coronne et âgé denviron cinquante cinq ans » confirme les dires des précédents, mais ajoute à son témoignage que c'est « depuis qu'il travaille de son mestier de peyreron dans le terroir de La Coronne ». Ce témoignage pourrait impliquer qu'il a exercé son métier ailleurs qu'à La Couronne et donc qu'il se serait, comme ses collègues, installé une dizaine d'années avant la rédaction de cet acte. Le dernier carrier qui témoigne est Léonard Sénéquier « peyreron habitant au terroir de La Coronne eage denviron quarante deux ans » qui dit résider depuis « *environ cinq ans* » dans le village.

On trouve ensuite le témoignage d'un *mesnager* de Carry-le-Rouet, « age denviron soixante deux ans » qui « dict que faict environ vingt années quil s'occupe du charriage des pierres qui ce tirem des peyrières du terroir de la Coronne (...) conduisam la charrette jusqu'au bord de la mer. » Il assure donc cette tâche depuis 1647.

Les enquêteurs ont donc trouvé lors de leur visite sur place une population vivant majoritairement de l'extraction de la pierre. Le rédacteur et les témoins disent tous que « là où sont lesdites peyrières ny a que des terres incultes et non labourables fort de quelques petits hameaux de terres que nous avons trouvé sepmés de bled et segle », ce qui signifie qu'en dehors de l'extraction il y a peu d'activités viables à La Couronne.

Cette implantation de la population, dans la première moitié du XVII^e s., paraît être corroborée par le fait qu'avant 1664, les habitants de La Couronne sont

obligés de se rendre à Jonquières pour déclarer les naissances, décès et mariages.¹⁴¹ Cela tend donc à indiquer l'absence de service religieux dans le village alors qu'il y a une église, probablement ancienne, puisqu'elle était au milieu des ruines en 1545. En 1669, un *prix-fait* est signé devant notaire par certains représentants des habitants, la plupart carriers, et des maçons de Tarascon pour faire reconstruire l'église et l'agrandir (document n°18). Ils s'endettent d'ailleurs puisque deux *mesnagers* et trois carriers empruntent 200 livres pour pouvoir payer les travaux. Ce sont donc les habitants de La Couronne qui ont financé la reconstruction de leur église (document n°20 et ADBdR 378 E 638 f°638, f°663v°). La même année, Jean Loubaud (Roubaud), carrier, reçoit une procuration des *manants* de La Couronne représentés dans l'acte notarié par Honoré Baudillon, Jean et Matthieu Fouque frères, *mesnagers*, Pierre, Laurens et Jean Fouque dont la profession n'est pas spécifiée, Nicolas Chouquet, Barthélémy Veran, Jean Leydet, Pierre Meiffren, Honoré Venture, Espérit Reymondon, Dominique Rindollet, et Jacques Roubaud, tous carriers. On apprend donc, grâce à ce document, que les membres les plus importants de cette communauté sont la plupart carriers. Il doit se rendre au titre de cette procuration à Aix-en-Provence pour négocier avec le représentant de l'abbaye de Montmajour un financement perpétuel de 160 livres par an pour le service divin (document n°17). Le 7 juillet 1670, les mêmes signataires donnent une procuration à Michel Soubrat, carrier, pour qu'il se rende au même lieu, à Aix-en-Provence et demande au représentant de l'abbaye de Montmajour, l'établissement d'un curé dans l'église de La Couronne pour le service religieux (ADBdR 378 E 63 f°63, f°336).

La reconstruction de l'église, centre spirituel indispensable à cette époque, la demande d'envoi d'un prêtre, le fait qu'avant cette époque, les déclarations de décès, de naissance et les actes de mariages se fassent tous dans la paroisse de Jonquières avec l'annotation paroissiens de La Couronne, tendent à suggérer que la croissance démographique a rendu possible l'établissement d'un véritable service à La Couronne, alors que la faible occupation du territoire avant les années 1650 en compromettrait la mise en place.

Nous n'avons toutefois que deux registres paroissiaux des naissances de La Couronne, en 1664 et 1665, et même si l'on sait que le prêtre de La Couronne, Jean Coulomb, est décédé en août 1665, on ignore les causes

de l'absence, soit de ce service, soit des registres.¹⁴² On a également un important hiatus entre 1665 et 1731 pour lequel là encore les raisons nous échappent totalement, d'autant que la population à cette époque y était très importante. Un rapide parcours des registres de Jonquières ne semble pas indiquer que les habitants y fassent enregistrer leurs actes. De plus, un document daté du 14 mars 1723 (document n°36) évoque le décès du prêtre « depuis la maladie contagieuse au Martigues et dépendances », correspondant probablement à l'épidémie de peste de 1720. Il s'agit d'une délibération faite par les habitants de La Couronne devant notaire qui sont encore une fois représentés par trente-trois personnes dont dix-sept sont, de manière certaine, carriers de profession et sept sont *mesnagers*, deux sont travailleurs et sept de profession non précisée. Il a été impossible de les retrouver, soit parce qu'ils sont nombreux au sein d'une même famille à porter le même prénom, soit parce que leur profession n'est jamais donnée dans l'état civil. On note toutefois que Barthélemy Fouque a exercé plusieurs métiers au cours de sa vie dont celui de carrier, on ne sait réellement au moment de l'acte quel était son métier. On trouve le nom de Félix plus tardivement dans le registre de la confrérie, il est donc tout à fait possible que ce soit un carrier également, tout comme Sébastien Vachier qui appartient à une famille dans laquelle on exerce essentiellement cette profession. Jean Fouque de La Baume n'a pas été trouvé, en revanche, on a un Joseph de la Baume qui est *peyreron* en 1750, peut être s'agit-il de son fils. La famille Fouque est principalement attachée à la terre, beaucoup sont *mesnagers*, quelques-uns sont carriers et deux sont charretiers. On ne peut déterminer la profession des différents Jean Fouque mentionnés dans ce document, sans connaître le prénom de leur père. Il apparaît toutefois assez clairement que la plupart des membres influents de la communauté exercent la profession de carrier.

Le document évoque donc l'absence de prêtre à La Couronne en 1723, et la demande des habitants à « l'archevêque d'Arles d'envoyer un prêtre car 3 ou 4 prêtres sont passés et repartis faute de moyens pour subsister (...) Nombre de paroissiens sont morts sans confession et (les habitants sont) obligés d'aller à Martigues pour les baptêmes (...) ».

Ils ajoutent enfin que la population a connu une croissance importante en quelques années puisqu'ils recensent 474 familles.

Nous avons bien une augmentation de la population toujours constante depuis les années 1660, qui paraît s'être accentuée dans les années 1710-1720 et l'évocation de plusieurs prêtres qui sont passés à La Couronne,

141 Le seul registre paroissial qui concerne La Couronne date de 1664. Avant cette date, il semble que les habitants se rendent à Jonquières pour les enregistrements, comme c'est le cas en 1650 par exemple.

142 Son décès est enregistré en août 1665 dans le registre de Jonquières.

mais qu'il est difficile aux habitants « d'entretenir » en raison de l'augmentation de la *disme*, liée à des travaux réalisés à La Couronne. Cela nous confirme qu'il y avait bien des prêtres qui ont officié sur place.

Cette implantation est effective, quelques années avant les plus gros chantiers de Louis XIV, et en rapport avec l'exploitation de la pierre. La date tardive d'enregistrement des statuts de la confrérie des traceurs de pierre de La Couronne tend également à l'indiquer. Alors que l'ensemble des corporations et confréries de métiers se font enregistrer au Moyen Âge, particulièrement à partir du XII^e s., les carriers de La Couronne ne font rédiger leurs statuts qu'en 1666, en pleine expansion des exportations de pierres. Si une population de carriers avait été présente sur place avant cette décennie, il paraît vraisemblable que les *peyrerons* se seraient regroupés en corporation bien avant. Comme nous l'avons vu précédemment, la confrérie n'est pas seulement à vocation religieuse, mais assure une vraie protection à ses membres. Les carriers de La Couronne se sont à plusieurs reprises mobilisés pour leur église, contre la concurrence de Ponteau, contre des marchands ou encore solidairement les uns des autres en cas de perte de marchandises. La confrérie est donc nécessaire à l'organisation du métier et intervient automatiquement dès qu'il y a une activité. Or, si l'on considère que les carrières avant le XVII^e s., et donc avant cette sédentarisation, sont exploitées par des carriers « étrangers », il n'est pas nécessaire de créer une confrérie liée à La Couronne, puisque chacun est rattaché à la confrérie de sa ville d'origine. L'enregistrement des statuts constitue donc un indice supplémentaire de la sédentarisation d'une population de carriers à La Couronne.

Le témoignage des habitants, l'expansion de l'activité extractive, la reconstruction de l'église, la création de la confrérie, les demandes répétées pour avoir un prêtre assurant les offices constituent des marqueurs importants de cette implantation qui s'organise progressivement entre la deuxième moitié du XVII^e s. et le début du XVIII^e s.

2.1.2. Conditions du métier de carrier

Le territoire de La Couronne appartient à l'abbaye de Montmajour depuis le début du X^e s. et fait toujours partie de leur bien au XVII^e s., comme l'atteste l'enquête de 1667 (document n°16). Ce document apporte quelques précisions sur le rapport qu'entretiennent les carriers avec l'abbaye, en ce qui concerne l'exploitation de la pierre.

Tous les témoins qui résident à La Couronne s'accordent sur le fait que les carriers n'ont « jamais rien

payé aux seigneurs abbé et monastère de Montmajour seigneur temporel dudit lieu pour larrachemam desdites pierres ny quon leur aye jamais rien demandé ».

Toutefois, le rapport semble plus complexe, puisque cette enquête trouve son origine dans la demande de bail quasi exclusif par Claude Taupin, portant sur l'exploitation de la pierre. Un premier accord avait été signé en 1663, puis renouvelé en 1667, mais il semble qu'il ait eu en réalité bien du mal à s'intégrer. Les carriers, bien installés, exploitent les carrières depuis leur arrivée, sans payer à l'abbaye de taxes ou d'impôts sur les pierres produites. Lorsqu'il arrive et demande le monopole sur l'extraction, les carriers ne se laissent visiblement pas faire, comme en témoignent les actes de réclamations portées par Taupin contre les carriers. Dans les archives de Montmajour, plusieurs documents insistent sur l'obligation qu'ont les carriers de La Couronne de ne lui causer aucun tort. De la même manière, on trouve en 1667, dans le cas des nombreux contrats passés entre les carriers et deux marchands de pierres de Marseille (Trévan et Dubois, concurrents de Taupin), une convention de protection en cas de troubles causés par Taupin envers les carriers. Le 12 septembre, Trevan et Dubois marchands patrons de la ville de Marseille s'accordent avec « François nicollas, Pierre Maiffren (etc.) tous maîtres peirerons de ladite ville et quartier de La Colonne (...) unanimement tous ensamble que la ou quelqu'un d'eux fut troublé par le sieur taupin ou autre particulier de ladite ville pour raison de la jouissance des perrières audit cas promettent (...) les huns et les autres se joindre (...) et de contribuer a tout ce quil sera hutille et nécessaire pour raison des frais quil pourroit se faire » (document n°15).

Il semble donc que les décisions et ordonnances de l'abbaye n'ont que peu de poids face à la détermination des carriers de poursuivre leurs exploitations. Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne verse pas d'impôts à l'abbaye, comme en témoignent la plupart des transactions faites devant notaire, et plus particulièrement les ventes de terres. Les habitants précisent systématiquement que l'objet est sous la directe de Montmajour. C'est le cas par exemple en 1665 lors de l'achat d'un « enclos de terre et vigne et bastimans (...) soubmises à la majeure directe et seigneurie de monseigneur Bichy abbé de labbaye du devot monastère de Montmajour les Arles des réverends pères dudit monastère seigneurs en paréage spirituel de tous arrerages des cences et autres charges de la communauté ».¹⁴³

Dans ce contrat, la charge du droit de « *lods* » est également notée. La même année, une terre est vendue

143 ADBdR 378 E 635 f°411.

et cédée d'un carrier à un *mesnager* avec la précision qu'elle est « sous la directe majeure de monseigneur labbé de Bichy et les religieux du dévot monastère St Pierre de Montmajour les Arles, seigneurs spirituels et temporel en paréage (...) luy ceddant tous les droits avec la plus vallue hors quil excedat moitié du juste prix franche audit acheteur de tous arrerages de cense et imposition de communauté jusques a ce jourd'huy et franche audit vendeur le droit de lods et terrain ». ¹⁴⁴

On ne trouve toutefois aucune mention de la directe dans les actes d'acquisition de *peyrières* du XVII^e s., soit parce que dans ce cas il n'y en a pas, soit que cette imposition est tacite. Il est difficile de le déterminer, ce n'est qu'en 1750, lors de l'achat d'une carrière, que l'on trouve mention de la directe.

En 1790, les biens déclarés par Montmajour, et concernant La Couronne, évoquent que le village est tenu en paréage par l'abbé et chapitre de Montmajour, curés primitifs de la succursale de La Couronne et qu'à ce titre elle perçoit la dîme de tous les fruits décimaux (blés, vins, agneaux et chevreaux), mais aucune mention n'est faite des extractions de pierre (art 34). Elle perçoit également les droits de seigneurie directe générale sur toute l'étendue du terroir : *cens*, *tasques*, *lods*, ventes à raison de deux sols par florin. Elle perçoit aussi les droits régales sur les murailles, fossés, *plantis* des arbres ainsi que les droits de chasse et pêche à une madrague, et *mers de Ponteaux* et bourdigues de Port de Bouc (art 37). Enfin, l'article 40 stipule que « le chapitre s'est réservé par le bail l'exploitation à son profit des pierres aux carrières de Ponteaux et du charbon qui s'y trouve » (Moulin 1908, p. 34). On ne trouve donc aucune évocation claire de la perception d'un quelconque impôt sur les pierres extraites des carrières de La Couronne. On ne peut que supposer que les carriers payent la taxe sur la terre (dîme et directe). Parmi les impôts mentionnés, on trouve donc la directe très fréquemment, (animaux, plantations...), mais vraisemblablement pas pour les carrières au XVII^e s. En revanche, il semble qu'au XVIII^e s., cet impôt soit plus généralisé pour la pierre. La dîme est également mentionnée en 1723 lorsque les habitants demandent l'envoi d'un nouveau prêtre à La Couronne. Dans ce document les représentants précisent que « la disme a été augmentée pour travaux » (document n°36). Il s'agit d'une redevance due au clergé qui correspond à la portion la plus importante de ses revenus. Elle porte sur toutes les terres, y compris celle des nobles, et se décline en plusieurs types selon le produit sur lequel elle porte.

On trouve ensuite le cens qui est une redevance annuelle payable au seigneur pour les terres exploitées

dans la seigneurie. Elle est plus rarement évoquée, mais on la trouve néanmoins.

Enfin, les droits de lods et ventes sont mentionnés essentiellement lors des transactions d'achat de terres, mais aucune n'a été trouvée dans le cas des carrières. Il s'agit d'un droit seigneurial dû lors de la vente d'un bien sur lequel le cens est perçu. Il représente en moyenne 1/12^e du montant de la transaction.

Ces documents nous permettent donc de dire que La Couronne est effectivement sur les terres de l'abbaye de Montmajour et que, par conséquent, la population est soumise à un certain nombre d'impositions. Pourquoi l'abbaye n'a-t-elle pas tenté alors, avant la proposition de bail de Taupin, de percevoir une taxe sur les pierres extraites ? Il faut pour parvenir à définir un semblant d'explication se remémorer que la population avait, à la fin du XV^e s./début XVI^e s., déserté le village, de ce fait peut-être le site était-il un peu tombé dans l'oubli. Les carrières à ce moment ne sont pas exploitées par les habitants, mais par des carriers mandatés par les commanditaires. Lors de l'implantation des nouveaux arrivants, on peut imaginer qu'ils ont ouverts des carrières sans en demander l'autorisation et que, comme l'abbaye ne leur demandait rien en retour, les choses se sont installées progressivement de cette manière. On peut supposer qu'elle n'avait aucune idée du potentiel minéral de cette portion de terre, argument qu'il est difficile de confirmer puisque nous n'avons aucune idée sur l'éventualité d'une taxe sur les matériaux extraits qui lui serait versée aux XIV^e et XV^e s.

Toutefois, l'enquête qu'elle ordonne semble indiquer qu'elle n'a aucune connaissance de l'état de la question sur le terrain, puisqu'elle envoie un rapporteur vérifier l'état des carrières et observer la vie de la population sur place.

Cela tend donc à prouver que les carriers ont en toute impunité exploité les carrières et commercialisé les pierres de La Couronne. L'abbaye signe donc en 1663 un premier bail de location des carrières avec Pierre et Claude Taupin (document n°6). Ils sont autorisés exclusivement à tout autre à faire extraire des pierres de taille moyennant une rente annuelle et perpétuelle. Le 25 juillet 1667, le bail est reconduit (document n°16), mais à ce dernier s'ajoute l'enquête, dont le but est aussi d'estimer le revenu que l'abbaye pourrait en tirer. Le contrat stipule qu'elle « possedem les carrières siné peyrières qui se trouvent proche de Jonquières et promettoient dan tirer la pierre de taille (...) ce qui leur randait fort peu de choses soit par la négligence des rantiers que par les mauvaises saisons qui randroient lesdites peyrières presque inutilisables aud seigneurs abbé et monastère et scavoir que lesdits Taupin desirant fere la condition aud seigneur abbé et monastère meilheure auroient pris le

144 ADBdR 378 E 635 f°578v°.

nouveau bail iceux lusage et faculté de tirer les pierres de la peyrière et carrière qui se trouvent dans ledit cartier de La Couronne soist descouvrir lore et non descouvrir et la fere conduire par charrette jusqu'au bord de la mer et autrement comme bon leur semblera, sans que aulcune autre personne en puisse tirer ny fere tirer au prejudice desdits Taupin ».

Cette dernière mention évoque la difficulté qu'ont eue Pierre et Claude Taupin à exploiter les carrières dans un quartier dans lequel les carriers s'étaient déjà appropriés les sites d'extraction. On retrouve d'ailleurs cette difficulté un mois plus tard dans un arrêt du parlement d'Aix « qui fait deffenses à toutes personnes de troubler Pierre et Claude Taupins en la jouissance des pierres et carrières de La Couronne à eux inféodées par le monastère de Montmajour où d'y travaillés ou decouvrir sans leur consamment sous peine de mille livres d'amende ».¹⁴⁵

Toutefois, les nombreux contrats de commandes de matériaux passés cette même année et les années suivantes, entre plusieurs autres marchands de pierres de Marseille et les carriers de La Couronne, ainsi que les actes de vente de carrières qu'ils passent entre eux suggèrent que le bail, tout comme l'arrêt du parlement accordés en faveur de Taupin, n'ont jamais réellement été respectés. C'est ce que met en évidence l'accord de protection mutuelle contre Taupin, passé en septembre 1667 entre Trévan et Dubois et plusieurs carriers de La Couronne.

Enfin, en 1671, un mémoire, rédigé sur l'exploitation des terres de Jonquières et La Couronne, ordonne que « les nouveaux baux faits depuis 30 ans dans la terre gaste du quartier de Jonquières et à La Couronne par le seigneur abbé et économe de Montmajour seront et demeureront cassés et les cercles qui se trouveront avoir esté fait depuis le même temps seront démolis et abbatut avec deffense den faire aucun à ladvenir au préjudice des facultés dont lesdits habitants jouiront sans abus ».

Cet arrêt fait clairement état de l'exploitation des carrières en précisant que « les habitants et les étrangers même (ne) soient au droit de la dénaturer d'y ouvrir des carrières et de fournir à leur gré la ville de Marseille, des pierres de taille cest cependant ce qui arrive journellement on peut même presque ajouter depuis un temps immémoré sans aucun aveu de la part des seigneurs ny aucune redevance envers eux. Mais nonobstant les susdits arrest (...) labbaye de Montmajour n'est elle pas dans le cas d'empêcher des semblables exploitations à moins que les entrepreneurs ne se soumettent envers les seigneurs à une redevance convenue à raison des pierres

qu'ils tirent desdites carrières dans la terre gaste ou tout au moins de celles quilz vendent et quilz transportent par mer à Marseille et au dehors de Martigues. On dira peut être que les seigneurs de Jonquières nont pas lieu de se plaindre que les exploitations leur procurent un avantage considérable sur ce que ladite terre gaste dans laquelle ils ne peuvent donner de nouveaux beaux ne leur produisant rien par elle-même, l'exploitation des carrières le procurent non seulement quelques droits de lods, à raison des maisons quon se permet dy construire pour loger les ouvriers ou traceurs mais encore une augmentation dans la perception de la dime pour ce qu'après lexcavation des carrières les entrepreneurs plantent souvent des vignes et font dautres speculations qui rendent le local plus precieux en cas de vente (...) ».¹⁴⁶

On voit bien dans ce document la complexité des rapports, entre les carriers et l'abbaye. Il n'est originellement pas prévu de rentes sur les pierres exploitées et le domaine dans lequel se trouvent les carrières appartient aux terres *gastes*, donc sur lesquelles la population est autorisée à puiser des ressources (bois, pierres...). Il est donc difficile pour l'abbaye de récupérer un droit réel sur le commerce des matériaux. Toutefois, cette exploitation est pour elle d'un intérêt certain puisqu'elle peut percevoir sur les zones d'exploitations, les droits de lots et la dîme, auxquels va s'ajouter vraisemblablement au XVIII^e s. la directe. Elle perçoit donc de manière indirecte des taxes sur l'exploitation, mais aucune perception réelle sur le commerce. Il semble que les entrepreneurs qui commandent ces matériaux ne payent rien non plus à l'abbaye, tout du moins n'en avons-nous aucune trace.

Les confréries de métier apparaissent dans les villes essentiellement à partir du XII^e s. Aussi était-il surprenant, au départ, de constater que les statuts de la confrérie de Notre Dame de La Nativité n'avaient été enregistrés qu'en 1666. On peut expliquer, grâce à la documentation d'archives, les raisons probables de cette création si tardive. Il n'y a pas de population de carriers à La Couronne avant la première moitié du XVII^e s. et vraisemblablement pas de population du tout entre l'extrême fin du XIV^e et la fin du XVI^e s. Il est donc normal que la naissance d'une confrérie de carriers intervienne à partir du moment où le village est en grande partie peuplé par des carriers et que la demande de pierres de taille de La Couronne est en constante augmentation.

Les statuts de la confrérie de Notre Dame de la Nativité sont donc enregistrés le 18 Août 1666 par le parlement d'Aix-en-Provence (document n°13). Ils sont rigoureusement similaires à ceux qui furent observés

145 ADBdR 2 H 432 n°426 et 426 bis.

146 ADBdR 2 H 432.

dans l'ensemble des confréries de métiers au moment de leur création. Comme on le voit, la confrérie est encore au XVII^e s. une annexe religieuse du métier, puisque les statuts évoquent essentiellement les pratiques religieuses telles que la confession, la communion, le Saint-Sacrement, la messe pour Notre Dame et pour les confrères décédés et l'action charitable pour les nécessiteux et les familles des confrères qui seraient éventuellement dans le besoin. La fonction funéraire, la procession et l'accompagnement des confrères en fin de vie ou dans leur mort y sont très importants.

Les manquements à ces obligations sont systématiquement sanctionnés d'amendes ou aumônes. Enfin, au sein de la confrérie chaque membre, quel que soit son statut, doit payer un droit d'entrée chaque année.

La confrérie porte toutefois aussi le nom de « confrérie des traceurs de pierre de La Couronne ». Cette double appellation met bien en évidence la double identité des confréries. L'empreinte religieuse y est importante, parce que la croyance est omniprésente à cette époque, tout comme au Moyen Âge. Les confréries affichent donc en premier lieu cette identité religieuse, cette dévotion à leur Saint Patron et l'encouragement aux actes pieux et charitables. Mais ce sont des confréries de métiers qui, par conséquent, ont une importance capitale dans la structure et l'organisation de leur profession. Or, cette dimension est totalement absente des statuts, on ne trouve dans cet enregistrement « légal » que le côté religieux. Dans le registre de la confrérie, on trouve essentiellement des frais en rapport avec le culte divin (document n°54, 8 juin 1788). Cela n'en exclut pas pour autant le rôle professionnel.

Dans les actes notariés, la confrérie est à plusieurs reprises évoquée, particulièrement au moment de la construction de l'église de La Couronne. Il semble qu'elle soit à l'origine de l'emprunt puisqu'elle est nommément citée dans le prix-fait (document n°18).

On relève aussi parfois, dans le registre, des dépenses qui sont en relation directe avec le métier, comme par exemple en 1790 le raccommodage du quai, élément indispensable au transport des matériaux. On y trouve également l'accord de protection mutuelle en cas de perte de marchandise en mer daté de 1863 et signé par vingt et un carriers.

Il s'agit dans ce cas d'une réelle assurance entre maîtres carriers qui met en évidence une certaine solidarité des membres d'une même confrérie les uns envers les autres.

Une délibération de la confrérie « Notre Dame de La Nativité » est enregistrée dans un registre de notaire de l'année 1786. Quarante cinq carriers se sont réunis au sujet des carrières de Ponteau à la demande des deux

prieurs. Ce document met en évidence la concurrence entre les carrières de La Couronne et celles de Ponteau à la fin du XVIII^e s. Le texte rappelle que le territoire n'étant pas fertile, les habitants sont parvenus à s'entretenir « jusqu'aujourd'hui au moyen des carrières » mais l'ouverture des carrières de Ponteau, depuis 1783, a pour conséquence que « les profits diminuent de jour en jour » (document n°52).

Il n'y a donc, en 1785, à cause de l'ouverture des carrières de Ponteau, pas suffisamment de travail pour tous les carriers qui se sont installés à La Couronne. Au lieu de faire appel à cette main d'œuvre, Guieu (le locataire) a fait venir des carriers « étrangers », c'est pourquoi la confrérie des traceurs de pierre de La Couronne réagit en imposant que Guieu emploie « à l'avenir (...) que des maîtres ou enfants de maîtres dudit quartier de La Couronne » et qu'il est « défendu leur louer eux ou leurs enfants pour travailler à charger les bateaux qui portent la pierre à Marseille sous peine de contravention ».

Ce document apporte encore deux autres informations intéressantes. D'abord, la confrérie paraît avoir suffisamment de reconnaissance et de poids pour imposer ses maîtres carriers pour l'exploitation de Ponteau, mais aussi que, selon toute vraisemblance, certains maîtres ou enfants de maîtres, ont accepté, par manque de travail, de faire les tâches ordinairement réservées aux manœuvres. Cela met donc en évidence quelque chose de très important qui est le statut social au sein du métier : les maîtres ne doivent en aucun cas s'abaisser à des tâches jugées indignes de leurs compétences.

En conclusion, la confrérie de Notre Dame de la Nativité ou confrérie des traceurs de pierre de La Couronne est un élément clé de la vie du village, d'abord parce que la plupart des habitants entre le XVII^e s. et le XIX^e s. sont carriers, mais aussi parce qu'elle fait office de représentant communal. Avec l'installation de la population, on assiste à la naissance de cette confrérie qui va être le moteur de la mise en place des éléments centraux du village : la religion et le travail. Les prieurs de la confrérie représentent souvent l'ensemble des habitants comme nous l'avons vu au moment d'emprunter, de faire construire l'église ou encore de demander un nouveau prêtre. La confrérie entretient l'église, organise et contrôle les pratiques religieuses, protège les plus démunis et accompagne toujours celui qui fut carrier. Le défunt continue parfois de cotiser après son décès, et les enfants sont souvent membres de la confrérie dès leur naissance.

On trouve encore aujourd'hui dans l'église de La Couronne ce puissant lien entre la confrérie et l'église, notamment par une prière affichée à l'intérieur qui commence ainsi « combien de cris d'escoude, pour bâtir

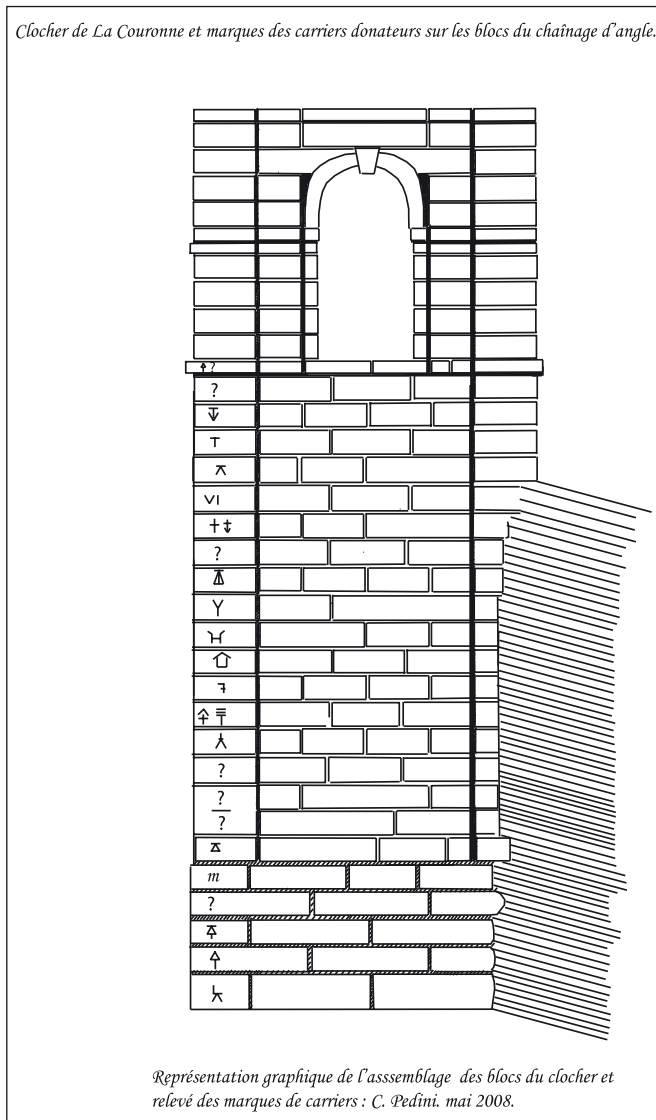


Fig. 189. Représentation graphique du clocher de La Couronne avec les marques des carriers donateurs (C.P).

cette église » ainsi que des outils de carriers exposés dans une vitrine et enfin, sur chaque pierre d'angle du clocher, la marque du carrier donateur (**fig. 189**). Elle va donc bien au-delà d'une simple structure en rapport avec des pratiques religieuses ou professionnelles. Elle structure la vie spirituelle, organise le métier, mais assure et protège les membres et leur famille, ce que l'on retrouve dans cette prière appelée *Escoude* sous les mots « combien d'amour puissant pour souder un terroir ». Et c'est là vraiment l'impression que laisse la mission de cette confrérie au village de La Couronne. On aurait tort de limiter leur importance à la simple dévotion religieuse ou professionnelle, il en va, dans ce cas, de la dévotion à leur village, comme le montre l'endettement des habitants pour le doter de ses principales structures.

La profession de carrier s'organise de la même façon que dans l'ensemble des métiers du bâtiment, c'est-à-dire en trois statuts : maître, compagnon et apprenti. Maîtres et apprentis sont fréquemment mentionnés dans la documentation d'archives, les premiers sont évoqués dans les documents importants et souvent dans l'état civil, alors qu'on trouve mention des seconds dans les contrats d'apprentissage. Les compagnons sont en revanche assez peu mentionnés, on trouve souvent le terme de carrier sans en connaître le statut. Toutefois, en 1666, lors de l'enregistrement des statuts de la confrérie, les trois sont évoqués dans le cadre de la cotisation annuelle à verser. En 1835, dans le registre de la confrérie, on trouve un accord qui stipule : « Nous sommes tous d'accord les trasseurs de Notre Dame De La Nativité, la maîtrise est a la somme de 150 livres, le compagnonnage est à la somme de 100 livres les apprentissages à la somme de 50 livres signés tous présents ». Les trois statuts sont bien évoqués ici, et nous reviendrons plus tard sur les montants qui y sont portés.

Les **apprentis** ne sont pas encore des carriers, comme le nom l'indique très clairement, ils sont en formation, en apprentissage chez un maître. Les fils de maître en sont visiblement dispensés de manière officielle, mais apprennent le métier aux côtés de leurs pères. La profession se transmet vraisemblablement de génération en génération, et tout particulièrement à La Couronne, comme l'a clairement montré le dépouillement de l'état civil entre les années 1730 et 1890. Les apprentis qui ne sont pas issus d'une famille de carriers doivent entrer en formation chez un maître pour une durée qui varie de 1 à 4 ans. La documentation d'archives a permis de mieux cerner les conditions d'apprentissage grâce à la rédaction de contrats devant notaire. Ainsi en 1665, « Jean Louis Maissonnier, originaire de La Bastide-Vieille, diocèse de Gap » se rend chez « Jean Loubaud peyreron habitant à la Collonne (qui doit) lui apprendre et enseigner son art de peyreron ».¹⁴⁷ Le maître se doit pendant la période d'apprentissage, qui est ici de deux ans, de le nourrir et entretenir « comme sa famille » et devra le payer 60 livres 8 sols pour la durée totale de l'apprentissage. Le 13 novembre 1667, une quittance de fin d'apprentissage est signée entre le maître et son apprenti, devenu « compagnon peyreron »,¹⁴⁸ ce qui nous donne donc sa situation au débouché de sa formation.

La même année, Espérit Gouin, « originaire de la ville de Barcelonnette diocèse d'Ambrun » loue ses œuvres à « Espérit Reymondon et Michel Soubrat maîtres peyrons de cette dicte ville et quartier de La Couronne pour

147 ADBdR 378 E 635 f°787.

148 ADBdR 378 E 636 f°854.

apprendre le dict art de peirerons »¹⁴⁹ pour une durée d'une année. Les obligations des maîtres sont similaires à celles du contrat précédent à savoir qu'ils doivent lui apprendre le métier mais aussi le nourrir et sont « iceux obliger luy donner pour ses salaires la somme de 28 livres dix sols payables en 2 parties esgales la première au mois de may prochain et la dernière a la fin de ladite année ».

On trouve en revanche une note supplémentaire, qui n'était pas portée dans le contrat d'apprentissage de Maissonnier, et qui concerne la maladie. Il est précisé que dans le cas où « ledit Gouin vins a estre malade sera obligé se retirer et le tamps perdu (...) sera icelluy obligé les satisfaire tamps pour tamp ».

Cette clause évoque donc clairement que tous les jours d'absence pour cause de maladie devront être récupérés. Il s'agit du premier de la famille Gouin que l'on rencontre dans la documentation d'archives. On en trouve ensuite plusieurs qui exercent le métier de carrier dans les années 1700, dont un est né en 1681, peut-être est-il le fils de ce dernier. Il est possible qu'avec ce contrat d'apprentissage, ce carrier, devenu compagnon, se sédentarise à La Couronne, puisqu'il y trouve du travail.

En 1669, un autre contrat d'apprentissage, encore plus détaillé est passé entre Bertrand Gautier et Dominique Reymondon qui va « luy apprendre et enseigner ledit estat et mestier de peireron » pour une durée d'un an. Le maître s'engage pendant cette période à « le nourrir et entretenir comme sa famille saing et malade » (document n°19). Accessoirement, ce document nous renseigne sur l'utilisation d'un tablier de peau par les carriers dans l'exercice de leur travail.

Aucun contrat d'apprentissage n'a été trouvé dans la documentation d'archives du XVIII^e s., cela n'exclut pas la possibilité d'en avoir, puisque tous les fonds de notaire n'ont pas pu être étudiés. Toutefois, il paraît peu probable d'en trouver beaucoup dans le sens où le processus de sédentarisation est à cette époque achevé, que la plupart des grandes familles de carriers (celles que nous retrouvons depuis les années 1660 jusqu'à la fin des exploitations) sont installées. Le savoir se transmet de génération en génération, un nombre important de carriers résident à La Couronne, il est donc plus rare que de nouveaux viennent en formation ici. On sait en revanche que beaucoup de carriers sont partis, dans les années 1780-1785, en raison d'abord de leur trop grand nombre exerçant à La Couronne, mais aussi de l'exploitation des carrières de Ponteau. Le document n°48 confirme d'abord que la population venue s'installer est

bien composée majoritairement de carriers, et que c'est toujours le cas en 1783, mais il met ensuite en évidence la concurrence des carrières de Ponteau et ses conséquences sur l'activité des exploitations de La Couronne. Il nous dit clairement que la diminution de l'activité des carrières a poussé une partie des *peyrerons* à partir travailler ailleurs, et notamment à Fontvieille. Cela implique donc non seulement qu'ils sont allés travailler au-delà des carrières de La Couronne, mais qu'en sus ils ont formé des carriers dans ces autres exploitations. Ils devaient par conséquent avoir une solide réputation, d'autant que, comme nous l'avons vu dans les contrats d'apprentissage, les futurs carriers venaient parfois de loin (Barcelonnette par exemple). On sait donc qu'à la fin du XVIII^e s., ils assuraient la formation des apprentis dans les carrières de Fontvieille, mais aussi qu'ils étaient trop nombreux à vivre à La Couronne, ce qui suppose aussi qu'ils formaient en priorité leurs propres fils et pourrait expliquer l'absence de contrats d'apprentissage à cette époque.

Les **compagnons** sont assurément présents à La Couronne, mais peu de documents les évoquent de manière précise. Il s'agit de carriers qui ont terminé leur apprentissage chez un maître et peuvent être considérés comme des ouvriers spécialisés. Ils travaillent chez un maître carrier, ont un poids social moins important que les maîtres et ne peuvent enseigner leur métier. La première mention d'un compagnon concerne la fin d'apprentissage de Jean-Louis Maissonnier en 1667 qui devient compagnon, après que Jean Loubaud lui a enseigné son « art ». On en trouve ensuite quelques mentions dans le registre de la confrérie, mais assez rarement, et toujours associé au nom d'un maître carrier. Ainsi en 1788 et 1789, Antoine Gay paye trois cottes à la confrérie pour lui, son fils et son compagnon et Jean-François Gay verse quatre cottes pour lui ses deux fils et son compagnon. Le montant de cotisation pour les maîtres et compagnons est similaire. En 1788, soixante treize cotisants sont nommément cités et payent pour leurs enfants, souvent encore trop jeunes encore pour exercer le métier. On ne peut imaginer que tous les cotisants soient des maîtres, certains doivent donc être compagnons, toutefois le fait que, pour une courte durée, on trouve une cotisation payée par un maître pour un compagnon pourrait évoquer l'embauche d'un itinérant.

Les **maîtres** peuvent être considérés comme l'élite du métier, il s'agit de la plus haute distinction dans les métiers du bâtiment. On accède à la maîtrise après l'apprentissage, tout comme au statut de compagnon. Le choix se fait à ce moment, mais paraît toutefois dépendre, ou du moins être facilité, par la prédisposition familiale. Si le père est maître carrier, il y a une forte probabilité que le fils devienne maître à son tour, s'il

149 ADBdR 378 E 635 f°803.

exerce la même profession. On voit, à La Couronne, des familles de carriers, dans lesquelles le métier se transmet depuis les années 1660 jusqu'à la fin de l'exploitation des carrières, c'est le cas de Reymondon, Gay, Roubaud, Chouquet ou Rindollet. Dans la famille Chouquet, parmi tous les hommes dont la profession est mentionnée dans la documentation d'archives, seuls trois exercent, entre 1660 et 1880, un autre métier que celui de carrier.

Seuls les maîtres sont habilités à prodiguer un enseignement, à être élus prieurs de la confrérie et à voter pour ces mêmes prieurs. Ils sont donc influents au sein de la confrérie, mais plus largement aussi au sein de la communauté.

Ils peuvent être assimilés à des chefs d'entreprise, puisqu'ils sont le plus souvent à l'origine des actes de commande, des conventions de transport et des actes de protection mutuelle. Pour autant, leur statut de maître n'est pas systématiquement évoqué. Par exemple, en 1859, lors de la construction du clocher, les donateurs, tous carriers, ont apposés leurs marques sur les pierres d'angle. Il est difficile d'imaginer que cette donation soit le propre de compagnons carriers, mais plus vraisemblablement le fait des maîtres les mieux lotis qui ont matériellement les moyens de financer une telle édification. Parmi ces généreux donateurs, on suppose, en raison de l'identification des marques faite par les descendants des carriers, la présence de membres des familles Gonfard, Chouquet, Gay, Roubaud, Reymondon, autrement dit des noms que l'on peut associer au métier de carrier dès l'implantation de la population à La Couronne. On les retrouve également dans l'acte de protection mutuelle en cas de perte de marchandise en mer, signé par certains carriers dont le nom n'est pas cité mais la marque apposée. Or, on retrouve la plupart de ces signatures sur le clocher de La Couronne. La présence de ces marques à la fois sur un édifice religieux qu'ils financent et sur un accord qui concerne le commerce de la pierre souligne le statut très important des propriétaires de ces marques.

Le statut de maître ne doit donc pas être simplement perçu comme le plus haut degré de professionnalisation, mais va bien au-delà. Sur eux reposent l'économie du village, puisqu'ils possèdent les entreprises les plus lucratives localement, et sont donc potentiellement les embaucheurs. D'autre part, ils sont la tête de la confrérie qui, en réalité, ne regroupe pas seulement des carriers. Certains y versent une cotisation probablement en raison du rôle prépondérant de la confrérie dans les pratiques religieuses, mais aussi dans les activités liées au développement et à la vie même du village. Les maîtres pourraient donc être comparés, si l'on cherche une image actuelle, à un conseil communal. Ils prennent les décisions relatives à la vie de la communauté. Ils ont donc un rôle à la fois professionnel, et donc économique,

spirituel, parce qu'ils règlent la vie religieuse (n'oublions pas que les deux maîtres carriers élus sont appelés prieurs), mais aussi social parce qu'ils mettent en place la vie du village.

On est assez peu documenté sur le salaire des carriers puisque, en dehors des contrats d'apprentissage, aucun contrat de travail n'a été retrouvé. On sait que les apprentis recevaient en moyenne 30 livres par an dans la décennie 1660-1670. Esprit Gouin reçoit pour sa formation d'une durée d'un an 28 livres 10 sols. Jean Louis Maissonnier touche pour deux ans d'apprentissage 60 livres et 8 sols, soit un salaire annuel de 30 livres 4 sols, ce qui est légèrement supérieur à son collègue¹⁵⁰. Enfin Bertrand Gautier reçoit 30 livres de salaire pour un an de formation (document n°19).

Ils sont toujours logés, nourris et entretenus par le maître qui assure leur formation.

En revanche, nous n'avons quasiment pas d'indications sur les salaires perçus par les compagnons et maîtres avant 1835. Seuls deux documents permettent d'estimer le salaire d'un compagnon carrier en 1671. Le premier est un dépôt de plainte fait par Jean Bouquet, « trasseur de la ville de mandol (?), dans la province du Gevaudan » qui exige « de Jean Leydet maistre trasseur de ladite Couronne la somme de 120 livres qu'il lui doit pour ses gages de travail fait par lui et pour compte entre eux arrêté jusqu'au jour huitième de mai dernier (...) à raison de 9 livres 10 sol le mois ».¹⁵¹

Il précise qu'un mois et demi de travail lui a été payé 15 livres, on en déduit donc que la somme de 120 livres correspond approximativement à 12 mois de travail et donc au salaire annuel de ce compagnon carrier. Les autres documents sont essentiellement des commandes de matériaux qui donnent les montants par cent de *queyrans*, transport compris. Même si nous savons qu'il faut enlever environ 10 livres pour les charrettes et bateaux sur 24 livres (par cent de *queyrans*), ils ne fournissent aucune information sur le salaire des carriers.

Nous avons évoqués précédemment la présence d'un document dans le registre de la confrérie, rédigé en 1835. Il stipulait que la maîtrise était à la somme de 150 livres, le compagnonnage 100 livres et l'apprentissage 50. Il paraît vraisemblable que ces montants correspondent au salaire annuel des carriers. Nous avons vu à la fin du XVII^e s. que les apprentis touchaient annuellement environ 30 livres, or ici nous sommes environ 150 ans après, on peut donc tout à fait concevoir une hausse des salaires qui le porterait à 50 livres. Toutefois, le salaire des compagnons serait inférieur au XIX^e s., puisque dans l'acte

150 ADBdR 378 E 635 f°803 et 787.

151 ADBdR 378 E 639 f°270.

de 1671, le salaire annuel est estimé à 120 livres contre 100 en 1835.

Si l'on se fie à ce document, le maître a un salaire fixé au préalable et seule la quantité de personnel serait fluctuante en fonction du marché. Il paraît assez inconcevable que le maître carrier ne perçoive pas de bénéfices supplémentaires en cas de rendement optimal de sa carrière, au regard des possessions de certains maîtres carriers et du coût de leurs investissements, sur lesquels nous reviendrons ultérieurement. Il est toutefois actuellement impossible de vérifier la véracité de cette hypothèse, mais il reste cependant plus envisageable que les maîtres ont un salaire fixe auquel peuvent s'ajouter des bénéfices, fonction de l'activité de la carrière. Peut-être doit-on voir dans cette clause la définition des prémices d'un salaire minimum obligatoire et similaire pour tous. On peut envisager de manière plus pertinente que ce salaire corresponde à celui d'un maître carrier qui ne possède pas d'exploitation.

2.2. Vie des carriers entre le XVII^e et le XIX^e s.

2.2.1. Une population pauvre

L'enquête ordonnée par Montmajour en 1667 donne une image assez misérable de la condition des carriers. Il y est dit que « ceux qui les possèdent (les carrières) sont de pauvres gens qui gagent leur vie du jour à la journée et qui habitent la plus grande partie à des huttes de pierres sèches ou lieux souterrains ».

L'abbaye ajoute que ces pauvres *peyrerons* « de tout temps avoient accoustumé de prandre lesdites pierres dans tout ledit terroir et aux endroits qu'ilz vouloient sans pourtant payer aucune chose aux dits seigneurs, qui mesme attendant leur pauvreté ne leur demandaient rien ce qui n'arrivera pas à l'advenir au moyen de l'obligation que lesdits Taupin père et fils ont passé dans ledit contrat ».

Ce document stipule que l'abbaye, dans sa grande générosité, n'a jamais imposé les carriers de La Couronne sur le commerce de la pierre, en raison de leur grande pauvreté, mais s'empresse de conclure un bail exclusif avec deux marchands marseillais, qui porte sur tout le territoire de La Couronne, ce qui rendrait donc les carriers encore plus pauvres qu'ils ne sont.

Il y a une importante confusion semble-t-il dans ce document entre les compagnons qui travaillent (parfois) à la journée dans les carrières, qui se servent effectivement d'abris dans lesquels, en règle générale, ils ne résident pas et les maîtres carriers qui possèdent ces exploitations.

On constate, en consultant la documentation d'archives de cette période, au cours de laquelle les « pauvres carriers » de La Couronne vivent une vie misérable, que certains noms reviennent systématiquement dans les contrats de commandes, exploitent simultanément plusieurs carrières et embauchent vraisemblablement d'autres carriers. Ils s'associent fréquemment deux par deux, et le plus souvent solidairement les uns envers les autres. On le voit par exemple l'année de l'enquête en septembre 1667, quand Montmajour dépose l'ordonnance de ne pas troubler Pierre et Claude Taupin et de ne plus exploiter sans leur consentement. On trouve alors Esprit Reymondon et Michel Soubrat qui s'engagent à fournir des matériaux extraits des carrières des Arqueirons et d'Arnette à deux marchands concurrents.¹⁵² Un deuxième contrat est passé le même jour entre les deux mêmes marchands et Jean Roubaud et Jean Venture qui exploitent les mêmes sites que les deux autres carriers.¹⁵³ Un troisième contrat engage toujours ces mêmes marchands et les *peyrerons* Pierre Meiffren et Jacques Roubaud (document n°14), puis un quatrième concerne les carriers François Nicolas et Louis Gay.¹⁵⁴ Ils exploitent tous les carrières des Arqueirons et Arnette. Les deux derniers carriers mentionnés sont également embauchés en 1666 pour faire de la pierre de taille pour Jean Leydet, « aussi maître trasseur de la Couronne » qui n'arrive pas à approvisionner son chantier, ou exerce en sus la profession de marchand (document n°11). On le retrouve d'ailleurs quelques années plus tard associé aux deux marchands Trévan, et Dubois.

Tous ces carriers sont fréquemment évoqués dans la documentation d'archives et ne peuvent visiblement pas être considérés comme de pauvres gens. Esprit Reymondon est « propriétaire » d'une parcelle aux Soullades des Arqueirons en 1664¹⁵⁵ et est selon toute vraisemblance associé à Guillaume de Coutel, témoin lors de l'enquête, et contre lequel il sera en procès en 1665.¹⁵⁶ On le retrouve en 1667, associé à Michel Soubrat pour l'exploitation de parcelles situées aux Arqueirons et à Arnette.¹⁵⁷ En 1669, il représente les habitants de La Couronne dans le cadre de la construction de l'église du village avec deux autres carriers Pierre Meiffren et Jean Leydet (document n°20), et tous trois remettront aux constructeurs le paiement pour l'édification. Il représente à nouveau les habitants en 1670 et est présenté comme un contribuable « possédant biens à la

152 ADBdR 378 E 636 f°721v°.

153 ADBdR 378 E 636 f°724.

154 ADBdR 378 E 636 f°716 et 719v°.

155 ADBdR 378 E 635 f°420.

156 ADBdR 378 E 635 f°420 ; 378 E 635 f°43.

157 ADBdR 378 E 635 f°721.

Couronne ».¹⁵⁸ La même année il exploite une carrière en association avec Jean Leydet et Guillaume de Coutel (ou de Couteau) et assure toujours avec Jean Leydet l'approvisionnement en blés du village.¹⁵⁹ Il achète la même année des terres au Verdon, puis il prête de l'argent à un transporteur pour qu'il achète une nouvelle charrette et possède enfin une carrière qu'il exploite avec François Nicollas.¹⁶⁰ C'est également lui qui extrait en collaboration avec Simon Carnasson les matériaux de la carrière d'Arnette mis en œuvre dans l'église Notre Dame de Bon Voyage de La Seyne sur Mer entre 1674 et 1678 (document n°22).

Parmi les autres carriers mentionnés et supposés influents, on trouve dès 1660, Jean Roubaud comme exploitant de la carrière d'Arnette¹⁶¹, qui est associé en 1665 à Esprit Reymondon aux Arqueirons, en 1667, il exploite les Arqueirons et Arnette avec Jean Venture et approvisionne les chantiers marseillais¹⁶². Il reçoit en 1669 une procuration des habitants représentés entre autre par Jean Leydet et Pierre Meiffren (document n°17), l'année suivante, comme Esprit, il représente à nouveau les habitants et est présenté comme contribuable et possédant des biens. En 1678, il achète une carrière au quartier de la Fontaine (Saint-Jean) et une parcelle aux Arqueirons (document n°23), puis exploite aussi, en 1679, la carrière d'Arnette (document n°30). Toutefois, cette même année, il est endetté, visiblement par des procès, car les montants sont donnés comme dédommagements par suite de décisions de justice, mais sans précisions. Pour combler sa dette, il revend sa bastide, ses terres, vignes et carrières du quartier des Arqueirons pour la somme de 2249 livres, ce qui reste très important à l'époque, quand on voit qu'au même moment 120 livres représentent le salaire annuel d'un compagnon, soit quasiment 19 ans de travail.

Le troisième carrier très influent est Jean Leydet qui achète en 1664 une terre aux Arqueirons¹⁶³, paye deux maîtres carriers pour lui fournir de la pierre de taille en 1666 (document n°11) et exploite en 1670, associé à Guillaume de Coutel et Esprit Reymondon une autre carrière. Il représente également les habitants en 1669 au moment de l'emprunt pour la construction de l'église de La Couronne, paye les constructeurs, représente à nouveau les habitants en 1670 en tant que contribuable et possesseur de biens à La Couronne. En 1679, il paraît être associé à Jean Trévan et Michel Dubois et réside

vraisemblablement à Marseille.¹⁶⁴ Il doit, en outre, à payer son frère Jacques Leydet, *peyreron*, pour les matériaux qu'il lui a fait envoyer.

Pierre Meiffren est également important, puisqu'il loue dès 1664 une bastide comportant une cabane, des terres et vignes pour une durée de 9 années.¹⁶⁵ Il met ce bien en location en 1670, ce qui lui rapporte un revenu annuel de 36 livres, et loue la même année une bastide avec terres, vignes et carrière.¹⁶⁶ En 1667, il est associé à Jean Roubaud dans les exploitations d'Arnette et des Arqueirons et participe ainsi à l'approvisionnement des grands chantiers de construction de Marseille. Comme les autres, il est représentant des habitants, contribuable et possède des biens en 1669 et 1670.

L'acte de protection mutuelle contre Taupin passé entre « François Nicollas, Pierre Maiffren, Spérit Reymondon, Jean Roubaud, Jacques Roubaud, Michel Soubrat, Jean Venture, Louis Gay, tous maître peirons de ladite ville et quartier de La Colonne » atteste un quasi monopole de ces carriers sur la fourniture de pierres (document n°15). Les représentants des habitants de La Couronne en 1670 contribuables et possesseurs de biens sont Michel Soubrat, Pierre Meiffren, Jean Leydet, Esprit Reymondon, Honoré Venture, Guillaume de Coutel, Simon Gay et Jacques Roubaud. La même année, on retrouve les mêmes auxquels s'ajoutent certains noms tels que Dominique Reymondon qui n'est autre que le père d'Esprit, Simon Carnasson, associé d'Esprit, Anthoine Hugues, Dominique Olive, Pierre Gay, frère de Simon, Eric Tourre, Jacques Armand, Pierre Martel et Arnaud Maissonnier, « tous maîtres peirons résidant aud quartier de La Coronne » qui font venir un forgeron de Martigues pour l'entretien de leurs outils (document n°21). Il s'agit là encore très probablement des maîtres carriers qui possèdent des carrières qu'ils exploitent et font exploiter.

Les conclusions ne sont pas si simples que celles que le rédacteur de Montmajour présente. Ces maîtres carriers sont à l'origine des aménagements du village et ont vraisemblablement toute la confiance des habitants. Ils en sont les « autorités », les personnes les plus influentes parce qu'ils possèdent plus de moyens et ont la plus grande reconnaissance. Ils exploitent souvent plusieurs carrières simultanément, ce qui signifie qu'ils embauchent du personnel, possèdent des biens sur lesquels ils spéculent : ils vendent, louent, échangent et aménagent. On ne peut par conséquent les imaginer comme de « *pauvres gens vivant dans des huttes* ».

158 ADBdR 378 E 639 f°336.

159 ADBdR 378 E 639 f°392 et 513 à 564.

160 ADBdR 378 E 639 f°51 ; documents n°25 et 29.

161 ADBdR 378 E 514 f°724v°.

162 ADBdR 378 E 636 f°724.

163 ADBdR 378 E 635 f°250.

164 ADBdR 378 E 642 f°133.

165 ADBdR 378 E 635 f°183v°.

166 ADBdR 378 E 639 f°220.

On peut dire sans conteste que les carriers Jean Leydet, Pierre Meiffren, Jean et Honoré Venture, Guillaume de Coutel (de Couteau), Michel Soubrat, Dominique Rindollet, Jean et Jacques Roubaud, Simon Gay, Dominique et Esprit Reymondon et François Nicolas sont également très importants au village de La Couronne.

La grande pauvreté des carriers ne paraît donc pas être une réalité, cela ne signifie pas que tous les carriers de La Couronne vivent dans ces mêmes conditions. Il y a un nombre important de carriers qui apparaissent très rarement dans les actes de fourniture, parce qu'ils sont en fait simplement employés par les exploitants. On imagine d'abord que tous ne vivent pas dans des bastides, que tous ne sont pas contribuables non plus et qu'ils ne possèdent pas forcément de biens à La Couronne. Leur absence de la documentation d'archives, si ce n'est dans l'état civil ou dans le registre à partir de la fin du XVIII^e s., compromet l'approche de la condition réelle de cette main d'œuvre. Néanmoins, ils ne résident pas dans des huttes de pierres puisque plusieurs actes témoignent de la location de biens par des carriers en 1679, allant de la simple chambre à l'étage de maison.¹⁶⁷ Ils ne vivent donc pas dans les abris que l'on peut encore voir dans certaines carrières, mais bien dans le village. La confusion faite par Montmajour entre lieu de résidence et lieu d'abri semble être effective.

2.2.2. Des grandes familles de carriers

La plupart des carriers que nous venons d'évoquer sont influents dès les origines du village moderne et de l'exploitation intensive des carrières et donnent naissance à une lignée importante de carriers que l'on retrouve jusqu'à l'interruption de l'activité, à la fin du XIX^e s.

Les premiers chefs d'entreprises extractives à La Couronne sont des membres des familles Reymondon, Leydet, Meiffren, Venture, De Coutel, Soubrat, Rindollet, Roubaud, Gay et Nicolas, particulièrement dans les années 1660-1690. Il convient donc de poursuivre l'étude en observant l'évolution de ses familles et en vérifiant si, dans les années qui suivent, ils sont toujours les principaux exploitants des carrières et les personnages les plus influents de La Couronne.

Les carriers que l'on trouve dans les premiers actes notariés sont ceux qui viennent de s'installer sur place. Par conséquent, la majorité, portant un même nom de famille et que l'on trouve jusqu'à la fin des

exploitations, est issue d'une même filiation, c'est le cas par exemple des familles Chouquet ou Reymondon. Il n'a, en revanche, pas été toujours possible de retrouver le premier d'une famille à s'implanter sur place, on constate néanmoins que la descendance des carriers est toujours rattachée à un individu déjà présent au moment des grands chantiers de Louis XIV, et donc aux alentours de 1665.

Pour bien mettre en évidence ces filiations, seuls les contrats de commande de matériaux, les conventions de transport et les représentants des habitants ont été pris en considération. Les deux premiers types de document confirment qu'il s'agit bien de carriers exploitants en leur propre nom et, par conséquent, très probablement des maîtres carriers. Les documents en rapport avec la communauté des habitants de La Couronne attestent l'importance sociale des personnes mentionnées. Certaines années de cotisation au sein de la confrérie ont été intégrées également, mais elles ne s'avèrent finalement pas pertinentes, puisqu'en comparant les noms des cotisants et leur profession, que l'on trouve dans l'état civil, il est évident que tous ne sont pas carriers. Nous reviendrons sur cette constatation en fin de partie.

La famille Roubaud, dans laquelle les descendants de Jean sont largement majoritaires, est très représentée chez les carriers et très influente dès 1660 et jusqu'à la dernière année de cotisation au sein de la confrérie des traceurs de pierre de La Couronne, c'est à dire en 1884. Elle représente à elle seule 24,6 % des cotisants en 1788, 20 % en 1792, puis 16,6 % en 1853, 22,22 % en 1859 et 22,6 % des cotisants en 1884.¹⁶⁸ Une des marques incisées sur le clocher a été attribuée par les descendants des carriers à la famille Roubaud et deux des marques scellant l'accord entre les maîtres carriers pour la protection de leur marchandise leur seraient également attribuées. La dernière carrière exploitée et enregistrée par le ministère des Travaux publics est celle des Auffans et quatre familles s'en partagent l'exploitation, parmi lesquelles on trouve le nom de Roubaud.¹⁶⁹ Jusqu'aux environs de 1830, tous les membres de cette famille sont carriers de père en fils. A partir de cette date, on assiste à une diversification des professions, mais la majorité reste toutefois carrier. On recense 75,43 % de carriers sur les hommes dont on connaît la profession entre 1660-1882.

La famille Reymondon est également importante puisqu'on les trouve à partir d'Esprit dès 1664 et que sa filiation est carrier de père en fils, jusqu'à la fin de l'exploitation des carrières. Cette famille reste donc parmi les exploitants les plus importants et les habitants les

167 ADBdR 378 E 642 f°131-132.

168 Archives du diocèse. Registre IV de la confrérie des traceurs de pierre de La Couronne.

169 ADBdRh Alpha.10.163.

plus influents. Ils sont toutefois moins nombreux que la famille Roubaud, pour des raisons de descendance moins étendue. Il couvre 3,70 % des cotisants en 1788, 2,85 % en 1792, 11,11 % en 1853, 7,40 % en 1859 et 11,3 % en 1884. Une marque est attribuée à Louis Reymondon sur le clocher de l'église de La Couronne, mais aucune dans le registre de la confrérie. Antoine Reymondon rachète également en 1857 le site de Baou Tailla. On relève par ailleurs qu'il existe deux carriers qui portent ce prénom qui sont frères et descendant de carriers.¹⁷⁰ Ils sont quasiment tous *peyrerons* depuis la première génération jusqu'à la fin de l'exploitation. On note toutefois que, vers 1850, les descendants d'un carrier deviennent presque tous pêcheurs ou marins. Les *peyrerons* représentent 65,20 % des hommes dont la profession est connue entre 1660 et 1882.

On trouve ensuite la famille Gay, la plupart descendants de Louis, dès 1667 et jusqu'en 1884 dans le registre. Cette famille est également évoquée parmi les quatre derniers exploitants à La Couronne, dans le site des Auffans. 16,04 % des cotisants de 1788 appartiennent à cette famille, en 1792, ils couvrent 15,71 % de l'ensemble, puis 14,8 % en 1853, 16,04 % en 1859 avec en sus une marque sur le clocher, une autre dans le registre en 1863, et représentent enfin 18,86 % des cotisants en 1884. On compte dans cette famille 82,60 % d'hommes exerçant le métier de carrier entre 1660 et 1882.

Ces trois familles sont les plus marquantes parce qu'elles occupent le terrain de manière importante sur toute la période d'exploitation moderne et contemporaine. On en trouve toutefois d'autres qui sont tout aussi influentes, mais dont l'activité ne s'étend pas depuis la sédentarisation jusqu'à l'interruption des chantiers.

On trouve la famille Tourre entre 1670 et 1884, dans laquelle 56,25 % des hommes sont carriers. Aucune marque ne leur est en revanche attribuée ni sur le clocher ni dans le registre.

La famille Leydet descend d'Esprit et de Jean, son fils, qui est, comme nous l'avons vu précédemment, très influent au XVII^e s., et est fréquemment évoquée dès 1664 et jusqu'en 1727. Elle disparaît ensuite totalement des actes importants, tels que les conventions de transport par exemple, mais on retrouve néanmoins un Leydet, en 1817, qui est enregistré comme exploitant de carrière dans le cadastre napoléonien et un autre, dont on ne sait s'il s'agit du même, puisque son prénom n'est pas donné, qui cotise dans la confrérie en 1853. Aucune marque n'est attribuée à cette famille. Parmi les hommes recensés entre 1660 et 1853, dont on connaît la profession, 72,72 % sont carriers.

Les descendants de Guillaume de Coutel, personnalité également très importante entre 1664 et 1723, sont en revanche totalement absents après cette date. Il en est de même de la famille de Michel Soubrat, que l'on ne retrouve plus après 1670, ni dans les plus importants contrats ni dans le registre de la confrérie. Le cas est similaire pour la famille de Pierre Meiffren, qui dès 1664 est importante, mais qui disparaît des actes après 1670.

On trouve ensuite plusieurs familles dont l'importance est mise en évidence à partir du début du XVIII^e s., et dont l'influence se confirme jusqu'à la fin de l'activité des carriers.

La famille Gonfard par exemple apparaît dans la documentation d'archives à partir de 1723, et plus particulièrement dans la deuxième moitié du XVIII^e s. Elle couvre 6,16 % des cotisants en 1788, 7,14 % en 1792, elle passe à 12 % en 1853 et reste constante en 1859, elle est par ailleurs évoquée parmi les donateurs pour la construction du clocher, sur lequel on retrouve cinq marques supposées appartenir à cette famille et quatre dans le registre lors de la signature de l'accord de 1863. En 1884, ils représentent 26,4 % des cotisants de la confrérie et exploitent en 1889 la carrière des Auffans. On compte 77,70 % de carriers parmi les hommes dont on connaît la profession.

La famille de Jean Chouquet est fréquemment évoquée à partir de 1743 et constamment jusqu'en 1889. 13,5 % des cotisants de 1788 appartiennent à cette famille, puis 18,5 % en 1792, leur part passe à 12 % en 1853, mais remonte à 14,8 % en 1859. Ils sont mentionnés comme donateurs pour la construction du clocher sur lequel six marques leur sont attribuées. Trois marques inscrites dans le registre paraissent leur appartenir. En 1884, il couvre 18,86 % des cotisants et font partie des derniers exploitants de la carrière des Auffans en 1889. On recense 84,60 % des hommes de la famille Chouquet qui exerce la profession de carriers.

La famille Nicolas est très présente entre 1670 et 1853. Elle a totalement disparu en 1859, aucune marque ne lui a d'ailleurs été attribuée ni sur le clocher ni dans le registre. Ils couvrent 6,10 % des cotisants en 1788, puis 7,14 % en 1792 contre 1,85 % en 1853. Parmi les hommes de cette famille, on compte 83,30 % de carriers.

La famille de Dominique Rindollet est assez représentée aussi entre 1667 et 1884. On les trouve essentiellement dans les conventions de transport et en nombre appréciable dans le registre, de 6,17 % en 1788, puis entre 0,95 % en 1853 et 4,93 % en 1859 pour terminer en 1884 à 1,88 %. En 1817, un exploitant dont le prénom n'est pas donné est propriétaire d'une carrière recensée dans le cadastre napoléonien. Dans la famille Rindollet, 94,10 % des hommes dont on connaît le métier sont carriers.

170 État civil. 1857 et 1875 : acte de mariage.

On trouve également la famille Venture entre 1667 et 1792. On la trouve très peu dans la première moitié du XIX^e s. et plus du tout dans la deuxième.

Enfin, la famille d'Antoine Bœuf est bien connue aussi entre 1718 et 1859. Elle est toutefois très peu représentée à la fin du XVIII^e et au XIX^e s. dans la confrérie. 75 % des hommes de la famille Bœuf exercent le métier de carrier.

Il est une dernière famille très importante à la fois dans la vie des carrières, mais encore plus dans la vie de La Couronne. Il s'agit des Fouque, ils sont très nombreux puisque en 1841, un habitant sur trois porte ce nom de famille, soit environ 227 personnes sur les 682 qui résident dans le village. Certains membres sont carriers, mais il est très difficile d'en donner une proportion compte-tenu des difficultés rencontrées lors de la tentative d'en faire un arbre généalogique. On en trouve néanmoins un grand nombre d'abord dans les conventions de transport des années 1727, 1751, 1756, 1786, mais aussi parmi les cotisants de la confrérie. Ils représentent toujours entre 5 et 8 % des cotisants entre 1788 et 1884. On relève également que dans la liste des carrières non communales exploitées à La Couronne en 1817, six appartiennent à la famille Fouque, sur les huit recensées. Une marque leur est attribuée sur le clocher et leur nom est porté sur la plaque des généreux donateurs pour la construction du clocher. La majorité des hommes de cette famille vit toutefois plutôt de la terre que de la pierre.

L'étude de ces familles a mis en évidence, au moment de la confrontation entre le registre de la confrérie et l'établissement des arbres généalogiques, un hiatus dans la déclaration des naissances et des décès. Pour certains, on ne trouve aucun acte indiquant une date de fin de vie, et d'autres apparaissent, alors qu'aucun acte de naissance n'a été trouvé. Ils ne peuvent dans ce cas être rattachés à leurs parents, d'autant que, les prénoms fonctionnant par vague de mode, il est fréquent de trouver plusieurs personnes d'une même famille portant le même prénom : Jean-Baptiste, Jean-Joseph, Jean-André ou Jean-François par exemple. Cette recherche a confirmé aussi toute la difficulté d'isoler les carriers des autres métiers, et tout particulièrement dans les actes qui portent sur la communauté, puisque les professions ne sont pas systématiquement précisées. La détermination de l'activité de chacun a surtout été facilitée par le dépouillement de l'état civil. Cela n'a bien entendu pas été toujours possible pour la dernière génération qui n'est pas forcément en âge, au moment de l'interruption, de travailler.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, il reste une ambiguïté sur les cotisants de la confrérie car tous ne sont pas carriers. Il arrive, très rarement, que la profession

soit portée dans la liste mais, la plupart du temps, c'est en confrontant l'état civil que cela apparaît de manière plus évidente. Ainsi, en 1853, on trouve parmi les membres Jean-Baptiste Gay, marin de profession et Louis Roubaud l'aubergiste, dont les professions sont mentionnées de manière précise. En revanche, on trouve aussi Jean-Etienne Chouquet, qui lorsqu'on compare avec l'arbre familial, en supposant qu'il ne nous manque pas de données, est préposé aux douanes, mais néanmoins fils de carrier. La même année, on trouve Henri Reymondon qui est pêcheur et fils de pêcheur, mais petit-fils de carrier ou encore Noël Gonfard, berger. Les femmes continuent de cotiser pour leur défunt mari, comme c'est le cas par exemple, cette même année de Marie, veuve de Louis Gonfard, et de la veuve d'Etienne Chouquet.

On est parvenu à identifier les grandes familles de carriers qui ont exploité les carrières aux époques modernes et contemporaines. On retient donc les noms de Roubaud, Chouquet, Gay, Gonfard, Reymondon, Rindollet, Bœuf, ou encore Fouque qui non seulement ont été des familles dans lesquelles se trouvaient des maîtres carriers importants, mais qui ont également eu socialement à La Couronne une certaine influence entre l'époque de sédentarisation de la population et la fin de l'activité des carrières.

2.2.3. De l'exercice de plusieurs métiers

Les recherches sur la filiation des carriers de La Couronne ont mis en évidence que, selon les années et les événements, les hommes n'exercent pas toujours la même profession. Il semble qu'ils ont un métier qu'ils pratiquent la plupart du temps, mais qu'ils ont en sus d'autres activités, probablement en rapport avec la demande, le marché, l'occupation des carrières ou leur propre vie tout simplement.

Ces données ont été collectées dans les registres de l'état civil, lors de l'enregistrement de naissances, décès ou mariages. Les activités que l'on trouve majoritairement, en complément de leur profession originelle, sont la pêche et la culture. Le fait que nombre d'entre eux soient aussi cultivateurs s'explique de manière assez simple, puisque nous avons vu précédemment que de nombreux carriers investissent dans des terres, sur lesquelles ils cultivent bien entendu, essentiellement du blé. Ils plantent assez fréquemment aussi des vignes, figuiers et oliviers. Le fait qu'ils soient enregistrés non comme carriers, mais comme cultivateurs résulte probablement de l'exercice de cette activité au moment de la rédaction de l'acte.

On retrouve assez fréquemment l'activité de pêche, mais elle ne paraît pas être en rapport avec la saison, ou du moins dans le sens où nous l'entendons, comme il a été souvent écrit. Ils n'exercent pas cette activité en hiver, c'est-à-dire au moment où les carrières ne seraient pas exploitables.

Cette question de l'exploitation des carrières qui serait impossible l'hiver ne peut, pour une époque récente, concerner que les carrières du littoral, qui sont effectivement ennoyées à cette saison et dont l'accès est périlleux en raison de l'eau et des vagues. Toutefois, l'exploitation des carrières de plaine reste néanmoins la plus courante à l'époque moderne et ne pose aucun problème pendant l'hiver, le climat local n'étant pas caractérisé par des intempéries, un froid glacial et des pluies diluviennes.

Les contrats de commande de matériaux évoquent le plus souvent un approvisionnement sur plusieurs années, sans interruption, ce qui implique donc qu'il n'y a pas de saison morte, en rapport avec le climat. Cela n'exclut pas pour autant qu'il existe une saison d'accalmie, mais elle n'est simplement pas fixée chronologiquement et dépend vraisemblablement plus de la loi du marché. Il y a des périodes au cours desquelles les commandes abondent et *a contrario* des périodes plus calmes qui, peut-être, ne donnent pas suffisamment de travail à tous. Dans ce cas, les carriers se consacrent à leur deuxième activité, c'est-à-dire la pêche ou la culture. L'observation des dates exactes d'exercice de cette autre profession met en évidence une pratique qui peut survenir à n'importe quel moment de l'année et confirme ainsi l'hypothèse qu'elle soit plus en rapport avec le marché de la pierre qu'avec la saison. On trouve par exemple Jean-Baptiste Chouquet (1789-1867) qui est cultivateur en juillet 1819, au moment de son mariage, alors qu'en mai 1820, lors de la naissance de sa fille, il est carrier. En novembre 1821, lorsque son premier fils naît, il est à nouveau cultivateur, alors qu'en avril 1828, il est carrier, tout comme en octobre 1832, à la naissance de son cadet. Il ne paraît donc pas y avoir de corrélations entre la saison et l'activité exercée.

Gaspard Gay (1697-1784) est carrier de profession et ne semble pas exercer d'autres métiers au cours de sa vie. On sait toutefois qu'il a une source de revenu annexe à sa profession réelle, que nous avons évoqué au moment de la présentation des conventions de transport. Il possédait des parts sur plusieurs bateaux de pêche, ce qui nous permet d'imaginer soit qu'il pêchait lui-même soit qu'il louait les embarcations à des pêcheurs. En 1755 et 1756, il revend toutes ses parts et achète avec un maçon une tartane pour transporter les matériaux. Il n'assure pas lui-même cette tâche, mais il nomme un capitaine et un équipage pour effectuer ce travail. Il passe ensuite

des conventions de transport avec des carriers, contrat dans lequel il s'inclut en tant que *peyreron*. Il est bien évident qu'il tire profit de cette transaction, soit en louant le navire au « patron » du bateau, soit en recevant la totalité du paiement des carriers qu'il redistribue aux membres d'équipage et qu'il partage ensuite avec son associé. Nous n'avons malheureusement pas plus de précisions sur les rendements de son investissement.

Il apparaît donc assez courant que les carriers exercent une seconde, voire une troisième activité au cours de leur vie pour s'assurer en permanence un moyen de subsistance, et particulièrement dans les périodes au cours desquelles les besoins en pierres de construction sont plus limités. Cette pratique va conditionner parfois une évolution dans le changement d'orientation professionnelle de certains fils de carriers.

2.2.4. La descendance des carriers

Il est intéressant d'observer l'évolution interne des grandes familles, dans lesquelles on est, depuis plusieurs générations, carriers de père en fils et de s'interroger sur les raisons du changement de voie que prennent certains descendants. A cette époque, et l'on peut considérer que c'est valable aussi pendant une grande partie du XX^e s., le métier se transmet traditionnellement de père en fils, particulièrement dans le milieu ouvrier, et spécialement dans ce type de profession (carriers, mineurs...). Il y a, par conséquent, une explication, dont les amorces peuvent se trouver soit dans l'histoire familiale soit dans les modifications du contexte local (baisse de la demande par exemple). Les deux sont observables à La Couronne, en raison de la sédentarisation, au départ, d'une population composée essentiellement de carriers.

Dans la famille Chouquet, on est carrier de père en fils depuis les années 1660 jusqu'au début du XIX^e s. On ne trouve que quatre descendants qui vont exercer une autre profession, d'abord Jean-Etienne, qui va devenir préposé aux douanes dans les années 1830, puis Jérôme-François marin en 1858, André, soldat (1848-1870) et Marius-Toussaint, boulanger en 1878. On observe cette évolution à partir de la 5^e génération de la famille recensée à partir des premiers carriers de la deuxième moitié du XVII^e s. Dans ce cas, le changement professionnel paraît être en relation avec le contexte local : implantation des douanes et guerres notamment.

En revanche, dans la famille Reymondon, on relève un changement professionnel qui s'amorce au début du XIX^e s. et qui touche une part importante de la descendance. Elle commence avec Antoine (1772-1829), carrier la majeure partie de sa vie, mais qui est enregistré

dans l'acte de décès de sa fille en 1817 comme patron pêcheur. Son fils, Antoine (1798-1876), devient à son tour pêcheur, comme toute sa descendance. Honoré (1758-1840) est carrier et n'a jamais exercé de profession en rapport avec la mer, pourtant sur ses quatre fils (les cousins d'Antoine fils), l'un va devenir marin, un autre devient carrier et les deux restants exercent la double profession, carrier et marin, selon les périodes. La descendance du carrier reste carrier, alors que celle des carriers-marins se tourne souvent vers la mer. Cette modification ne prend effet qu'à partir de la 7^e génération (recensée depuis 1605). On trouve cependant douze cotisants de la famille Reymondon en 1853 et plus que six en 1884, mais ils ne sont pas tous carriers, certains ne vivent même plus à La Couronne, comme c'est le cas de Michel père, de l'Estaque, ancien carrier, dont le fils décède d'ailleurs à Marseille.

Le cas de la famille Bœuf est un peu similaire puisque les hommes sont carriers dès 1660 et se transmettent le métier sur cinq générations mais à la sixième, la totalité d'une descendance embrasse la carrière maritime. Ce changement trouve son origine avec Noël-Innocent (1807-1871) qui exerce les deux professions, carrier ou marin selon les époques. Ses enfants deviennent marins dans les années 1850-1870. On ne compte plus aucun carrier de cette famille en 1884.

Dans la famille Roubaud, le métier de carrier s'est transmis de génération en génération presque sans modifications depuis les années 1660 jusqu'au début du XIX^e s. En 1812, Jean Simon devient préposé des douanes impériales, comme Joseph en 1837 et Joseph Désiré vers 1840, soit à la cinquième génération. Avec eux s'arrête une filiation qui prend différentes directions : boulanger, marin... On note également, toujours à la cinquième génération, un changement de profession amorcée cette fois-ci par la femme d'un carrier qui est cabaretière, et dont le fils est carrier jusqu'à ce qu'elle décède. Jean-Baptiste devient alors aubergiste, il épouse une marchande de comestible et tout naturellement leur fils devient commerçant et aubergiste. On relève toutefois que sur l'ensemble des hommes de cette famille très peu ont embrassé une autre carrière que celle de carrier. Quarante sept hommes sont recensés dans cette famille et seulement dix ont exercé une autre profession.

Dans la famille Gay, il faut attendre la sixième génération pour commencer à trouver d'autres métiers. Le changement est perceptible vers 1850 avec les enfants de Joseph, exclusivement carrier, qui deviennent l'un marin et l'autre douanier. La plupart des descendants qui changent de corps de métier deviennent douaniers (6 pour un seul marin). Les autres restent carriers. Il n'y a aucune prédisposition familiale à cette orientation professionnelle, mais elle est en revanche

fortement marquée par l'implantation des douanes à La Couronne.

Les descendants de la sixième génération des Gonfard deviennent la plupart marins ou douaniers. On ne compte presque plus de carriers, mais la majorité des fils de carriers continuent à cotiser dans la confrérie des traceurs de pierre, alors qu'ils sont pêcheurs. Comme pour la famille Gay, il n'y a aucune prédisposition familiale à ce changement.

Comme nous l'avons vu avec ces quelques exemples, deux éléments conditionnent le changement d'orientation professionnelle et cassent la transmission du métier. Il s'agit d'abord du choix que le fils fait lorsque son père exerce plusieurs métiers et ensuite de l'évolution du contexte local. On sait que les carriers étaient en sur-nombre par rapport au travail disponible, beaucoup ont donc dû se tourner vers d'autres opportunités, comme on le voit nettement avec la douane qui a beaucoup embauché dans les familles de carriers. Le cas me paraît assez comparable aux années 1950, après la création du corps des CRS qui a séduit de nombreux enfants d'ouvriers qui y voyaient la possibilité de sortir de leur milieu professionnel et d'exercer un métier leur offrant une sécurité d'emploi que leurs parents n'avaient pas.

Le registre de la confrérie retranscrit assez bien la diminution de l'activité extractive puisqu'on compte cent huit cotisants en 1853, quatre-vingt un en 1859, soit une perte de l'ordre de 25 % et pour finir en 1884 avec seulement cinquante-trois membres. La confrérie a donc perdu quasiment la moitié de ces confrères en trente ans. Certes, cette époque correspond à la période au cours de laquelle de nombreux descendants changent de métiers, toutefois, quelques-uns continuent malgré tout à apporter leur contribution à la confrérie. On le voit par exemple dans la liste des cotisants de l'année 1859, parmi lesquels on trouve Joseph Roubaud, préposé aux douanes, Caliste Roubaud, boulanger, Louis Roubaud, l'aubergiste, ou encore Marius, Henri, Louis et Michel Reymondon, tous marins et pêcheurs, mais descendants de carriers. Il reste donc une certaine tradition à la cotisation au sein de la confrérie dans ces familles de carriers. On relève en revanche que dans la famille Fouque, dans laquelle on est plus exceptionnellement *peyreron*, seuls ceux qui ont embrassé cette carrière cotisent.

Le registre se clôt avec la liste de 1884, probablement en rapport avec la diminution d'une part de l'importance quantitative des carriers, que paraît confirmer le dernier recensement des carrières actives dans lequel figure une seule exploitation à La Couronne. Les usages de ce matériau, comme nous l'avons vu, se réduisent considérablement au fur et à mesure que l'on avance dans le XIX^e s., en raison de la diversification des matériaux de

construction employés dans les monuments de Marseille (Fontvieille, Beaucaire, Saint-Rémy...). La demande étant moins importante, certains se tournent vers d'autres professions ou quittent La Couronne pour s'installer à proximité des carrières les plus actives.

2.2.5. Le travail des femmes de carriers

La question du travail des femmes à l'époque moderne est intéressante et avait été soulevée dans un premier temps du fait de la découverte de prénoms féminins dans la liste des cotisants au sein de la confrérie des traceurs de pierre de La Couronne. Cette apparition, assez ponctuelle et rare, avait suscité une interrogation sur la possibilité de trouver des femmes carriers aux XVIII^e et XIX^e s. En réalité, il ne s'agit absolument pas de femmes exerçant ce métier, mais tout simplement des veuves de carriers qui, l'année suivant le décès de leur époux, cotisent pour lui à titre posthume, et probablement pour l'accompagnement de son âme par ses confrères, comme évoqué dans les statuts. Rien ne nous permet donc aujourd'hui de proposer l'hypothèse qu'il existe des femmes carriers à La Couronne.

On note toutefois dans l'état civil une mention du travail des femmes, qui se fait plus fréquent au XIX^e s. qu'il n'était au XVIII^e s. A cette époque, seule la sage-femme ou l'accoucheuse était évoquée, alors qu'à partir du XIX^e s., on commence à trouver un peu plus de femmes exerçant une activité professionnelle. Cela reste toutefois assez limité quantitativement, par rapport à la totalité des femmes résidant à La Couronne.

La première à exercer une profession est Geneviève Chouquet, épouse de Jean-Pierre Roubaud, carrier, que l'on trouve dans des actes entre 1798 et 1837, date de son décès. Elle était cabaretière, et transmet d'ailleurs son commerce à son fils et à sa belle fille, Catherine Veran, marchande de comestible, épouse de Jean-Baptiste, carrier puis cabaretier.

Le travail des femmes paraît devenir plus courant dans le deuxième quart du XIX^e s. Certaines exercent des activités diverses, comme c'est le cas par exemple de Marie-Raymonde Tourre, épouse Chouquet, qui est journalière, profession que nous avons déjà rencontré pour les hommes dès le XVII^e s. Elle travaille donc à la tâche en fonction de la demande.

On trouve ensuite plusieurs couturières, ce qui paraît être assez innovant comme profession, lorsque l'on se souvient que jusqu'à une époque très récente, toutes les femmes apprenaient à coudre, enseignement qui était transmis de générations en générations, puis plus tardivement à l'école (n'oublions pas qu'il n'y a pas si longtemps, la couture était enseignée à l'école).

Les blanchisseuses apparaissent également, ce qui, en sus de la couture, pourrait évoquer un léger allègement du travail ménager des épouses, ou plutôt un statut social plus important de certaines familles dans lesquelles les femmes seraient allégées de ces tâches.

En 1863, Félicie Gay, épouse Tourre, est piqueuse, profession qui doit correspondre à la couture, la vaccination n'étant pas suffisamment répandue à l'époque pour qu'il s'agisse d'une infirmière !

On trouve toujours les sages femmes ou accoucheuses.

Enfin, on note, avec l'essor de la quantité de pêcheurs à La Couronne, l'apparition de nombreuses laceuses de filets que l'on trouve particulièrement dans la deuxième moitié du XIX^e s.

En conclusion, les femmes commencent à travailler de manière plus officielle à partir du XIX^e s., et tout particulièrement à partir des années 1850. La plupart sont donc couturières ou laceuses de filets, mais aussi journalières.

On peut toutefois s'interroger sur leur travail officiel avant cette époque. Il est fréquemment évoqué que les femmes contribuent au dégageant de la découverte lors de l'ouverture d'une carrière, mais aussi qu'elles travaillent aux champs. Il est tout à fait envisageable que ce soit le cas, mais je n'ai à La Couronne aucune preuve matérielle, archéologique ou écrite, de cette pratique. Il m'est donc impossible aujourd'hui d'aller au delà de cette simple possibilité.

2.2.6. Essai d'évaluation du nombre de carriers résidant à La Couronne

Un essai d'évaluation de la part de la population des carriers sur l'ensemble des hommes actifs résidant à La Couronne avait été amorcé, mais il ne fournit hélas aucun élément fiable. Le raisonnement a été établi à partir du dépouillement de l'état civil sur deux tranches chronologiques : 1730-1780 et 1780-1830. Les absences de déclarations sur certaines périodes ont largement compromis l'identification de certains individus, par conséquent on ne peut parvenir, sans effectuer de recherches plus poussées et portant uniquement sur la généalogie, à déterminer cette part. En sus, le dépouillement visait au départ à mettre en évidence la transmission du métier de carrier de père en fils sur plusieurs générations, par conséquent, seules ces familles, dites de carriers, ont été convenablement traitées et les autres écartées, ou simplement étudiées jusqu'au XVIII^e s., comme c'est le cas par exemple des familles Camoin, Gide, Veran... Le grand nombre d'individus portant le nom de Fouque a également empêché de restituer un corpus pertinent principalement, en raison d'un

hiatus important concernant les années 1792 à 1801, ce qui compromet la détermination de certaines filiations. Ce travail serait donc à réaliser avec une recherche plus approfondie et nécessiterait un temps de recherche plus important que celui qui m'est aujourd'hui imparti. Les résultats qui sont donnés ne sont par conséquent qu'une estimation et non un résultat réel avéré, et ce pour plusieurs raisons.

D'abord, tout simplement certains hommes ne se marient pas et n'ont pas de descendance, ce qui a pour conséquence qu'on ne les trouve parfois qu'au moment de leur naissance, et que tous ne sont pas forcément déclarés décédés. De ce fait, on ne sait s'ils sont morts adultes ou enfants, et dans le cas où ils auraient vécu et travaillé, nous ne connaissons pas leur profession. Tous ces individus ont donc été considérés comme étant de « profession inconnue ».

Le deuxième problème concerne les familles moins connues ayant résidé à La Couronne et qui ne seraient pas implantées de manière définitive sur une période longue. Ce facteur a pour conséquence l'oubli d'un certain nombre d'individus actifs ce qui de ce fait fausse les résultats. Seules les familles sédentarisées sont donc considérées.

Malgré tous ces éléments qui rendent cette estimation très approximative, il me paraît néanmoins intéressant de l'évoquer, simplement pour se faire une idée de l'importance quantitative des carriers à La Couronne, mais aussi de l'évolution du village dans lequel la diversification des métiers et la baisse de la part des professionnels de la pierre est très palpable à mesure que l'on avance dans le temps et que l'on s'approche de la fin des exploitations.

On constate dans les deux tranches la même proportion d'hommes actifs qui exercent la profession de carriers, on ne relève donc aucune baisse de la population des carriers jusqu'en 1830. Sur les 360 actifs recensés, 150 sont carriers, soit environ 42 % des hommes qui travaillent. En réalité, ce chiffre est erroné, car si l'on compare ces chiffres au recensement, on s'aperçoit que le nombre d'habitants donné par l'abbaye de Montmajour en 1723 ne correspond pas à celui donné par les habitants de La Couronne, cette même année. Alors que le premier compte 370 habitants, dont on ne sait en fait si l'on doit considérer des individus ou des foyers, les habitants évoquent 474 familles. Si nous prenons ce chiffre en considérant un homme actif par famille, on retient 474 hommes et 42 carriers recensés comme actifs en 1723, cela fait moins de 10 % et s'avère alors très faible en comparaison du chiffre donné précédemment. De plus, la lettre envoyée par Roustan en 1783 à l'abbaye de Montmajour (document n°48) stipule que « tous les habitants de La Couronne sont pour ainsi dire peirerons ». Cette citation nous pousse à conclure

que la majeure partie des actifs vit de l'exploitation des carrières et du commerce de la pierre. En 1843, le recensement attribue à La Couronne 682 habitants, dont 108 qui cotisent la même année dans la confrérie, mais parmi lesquels beaucoup ne sont pas carriers. Il paraît donc en l'état actuel de la recherche très difficile de déterminer de manière précise le pourcentage de carriers sur la totalité de la population active.

2.2.7. Professions en rapport avec l'exploitation des carrières

L'exploitation des carrières de La Couronne implique la présence d'une quantité importante de carriers sur lesquels nous n'allons pas revenir, mais également d'un certain nombre de corps de métiers qui y sont étroitement liés et qui vivent en partie aussi de ce commerce, très florissant aux époques modernes et contemporaines.

Un carrier extrait de la pierre avec des outils, qu'il est nécessaire d'abord de fabriquer, mais aussi d'entretenir, par conséquent il est obligatoire d'avoir à proximité un **forgeron**. Ainsi en 1670, trouve-t-on une convention passée entre un forgeron et les maîtres carriers de La Couronne (document n°21). Cette convention est d'autant plus nécessaire que les outils d'extraction s'émeussent très rapidement, il est donc impératif qu'ils disposent de cet atelier à proximité pour « faire éguiser et accomoder leurs marteaux et escoudes et autre ferremants servant à leur usage ». En sus des réparations, il produira également des « marteaux, escoudes et masses que ledit Farnay fera de neuf ». Cette installation, prévue pour cinq ans, suppose qu'il n'y avait pas de forgeron à La Couronne au moment de la sédentarisation de sa population. Entre 1720 et 1761, Matthieu Reymondon est carrier, mais aussi « maréchal à forge ». On trouve également Jacques Hugues qui officie de manière certaine dans les années 1730 et jusqu'en 1769, année de son décès. Dans les années 1770, on trouve Jean Jérôme Tailler, puis dans les années 1840, Ange Blanc, qui est forgeron à Ponteau, mais on ne peut exclure qu'il ait officié également à La Couronne, puisqu'il en est originaire.

Tous ces artisans sont des éléments clés de l'activité extractive et ont une importance capitale pour le bon déroulement des exploitations.

Lorsque nous avons traité le transport des matériaux de La Couronne, on a évoqué l'utilisation de charrettes pour effectuer le trajet entre la carrière et le port d'embarquement. Cela implique donc que l'on trouve également des **charretiers** qui assurent cette liaison. Nous avons vu qu'au début de l'exploitation intensive, on faisait essentiellement appel à des charretiers résidents à

Martigues ou dans les environs de La Couronne, comme c'est le cas par exemple en 1660, lors de l'embauche d'Honoré Achard, *mulgaud* de Martigues.

Au fur et à mesure de la sédentarisation, on emploie des charretiers qui vivent sur place et que l'on peut diviser en deux catégories professionnelles. On en trouve d'abord certains qui exercent cette tâche en sus de leur activité, comme c'est le cas par exemple de Jean Fouque en 1660 ou d'Eloy Fouque en 1718. A cette époque, fin XVII^e début XVIII^e s., les charretiers sont souvent des *mesnagers* qui, comme ils possèdent une charrette et des bêtes de trait (mules le plus souvent), louent leur service aux carriers.

Ensuite, on trouve de plus en plus fréquemment des charretiers dont le charriage des matériaux est l'activité principale. Cette spécialisation se fait progressivement à La Couronne à partir de la fin du XVII^e s., mais se propage de manière plus significative au XIX^e s. Ainsi, en 1679, A. Tardieu est charretier professionnel, puis Antoine Fouque entre 1740 et 1812, Balthazar Fouque vers 1748 ou encore Jean-Joseph Blanc (1786), Louis-Jerome Fouque (1848), Constantin-Raymond Fouque (1863) ou encore Guillaume Jean-Baptiste Politano (1878). Ces charretiers appartiennent souvent à la famille Fouque, dans laquelle la plupart des hommes sont *mesnagers* et cultivateurs. On peut supposer qu'au départ ils exerçaient cette activité en complément, mais que le marché s'intensifiant, ils se sont finalement spécialisés dans le charriage. C'est le cas par exemple de Balthazar qui pendant plusieurs années est *mesnager*, mais devient essentiellement charretier à partir des années 1740.

Néanmoins, il existe toujours des charretiers dont le transport n'est qu'une activité secondaire, comme c'est le cas par exemple d'Alexis Roubaud qui est principalement carrier, mais exerce la profession de charretier en 1831. On peut envisager que l'apparition de transporteurs occasionnels est en rapport avec les besoins du marché. Si on commande aux carriers une quantité plus importante de matériaux, il est peut-être nécessaire à un moment donné de faire intervenir d'autres personnes, parce que les charretiers sont en nombre insuffisants pour répondre aux besoins.

Je ne reviendrais pas sur les **bateliers**, d'abord parce que leur travail a largement été détaillé dans la partie qui concerne le transport maritime et ensuite parce que la plupart ne sont pas des résidents de La Couronne.

On trouvait aussi probablement des **manœuvres** dans les carrières qui étaient en charge de toutes les opérations de manutention. On ne trouve dans l'état civil aucune évocation claire de cette profession, ou du moins sous cette appellation. On trouve toutefois très fréquemment des hommes dont le métier est « **travailleur** ». Ce terme évoque la pratique d'activités diverses qui dépendent des

besoins des carriers, des *mesnagers* marins ou autres, et qui peut être perçu comme un travail « intérimaire ». Le fait que certains travailleurs deviennent ensuite carriers pourraient indiquer qu'il y a une forte demande de cette main d'œuvre dans les carrières et que ce soit donc effectivement eux qui se chargent de l'enlèvement de la découverte et des opérations de bardage, voire même de levage. Un bon « ouvrier » peut vraisemblablement ensuite évoluer au sein de la profession et devenir carrier. Il reste toutefois difficile de le préciser davantage, puisque aucun document n'évoquant ce travail n'a été mis au jour pour le moment.

En conclusion, il est bien évident qu'outre les carriers, plusieurs métiers annexes ont été sollicités par l'ouverture et l'exploitation des carrières de La Couronne. Les forgerons, les transporteurs, et particulièrement les charretiers, ainsi que les ouvriers, peut-être moins spécialisés, ont également profité de l'abondant travail qui était généré par les commandes de matériaux entre le XVII^e s. et le XIX^e s.

2.2.8. Organisation des exploitations

Nous n'allons pas revenir sur les modalités d'ouverture et d'exploitation au sens strict du terme, mais plutôt aborder l'organisation des commandes de pierres. Plusieurs actes notariés ont été signés pour veiller à l'approvisionnement constant des chantiers ou des entrepôts.

Nous avons vu dans le cadre du transport que les acheminements par voie d'eau étaient assez strictement réglés. Le cas est un peu différent dans le cadre de la fourniture de matériaux selon qu'ils sont destinés à alimenter un chantier précis ou un marchand qui livrera différents chantiers.

Ces **contrats** sont passés entre le commanditaire et un ou plusieurs maître-carriers, qui possède(nt) une ou plusieurs parcelles en exploitation. Aucun carrier n'est propriétaire de la totalité d'une carrière. Elles sont découpées en plusieurs petites exploitations qui elles-mêmes sont assez rarement propriété d'un seul *peyreron*. Ils sont très fréquemment associés à deux ou trois sur une parcelle de carrière et possèdent le plus souvent des parcelles dans différents sites, peut-être pour avoir un éventail de matériaux de qualité ou d'aspect différent. Bien évidemment, ils n'extraient pas les matériaux seuls, mais embauchent le personnel nécessaire à l'exploitation pour pouvoir répondre aux besoins. Nous n'avons malheureusement pas de traces de ces contrats, peut-être parce qu'ils étaient passés oralement, mais il arrive parfois, comme nous l'avons vu dans le registre de la confrérie, qu'un maître cotise pour son compagnon. On

en trouve également une mention dans l'acte de commande de matériaux en 1665 pour « les fabriques que le Roi fait faire dans la ville de Marseille », mais le texte ne précise ni la quantité de matériaux, ni le nombre précis de carriers (document n°12). Dans un autre contrat de commande, le commanditaire, qui est un carrier, précise que les maîtres peuvent embaucher pour cette fourniture un homme chacun. Il est vraisemblable que, dans ce document, il est plus question d'aider le maître-carrier à approvisionner un chantier que de lui envoyer des matériaux pour ses propres besoins.

Ce sont donc les maîtres-carriers qui passent contrat avec le demandeur pour un approvisionnement constant, c'est-à-dire sans interruption, pour une certaine durée qui varie généralement de quelques mois à quatre ou cinq ans. Dans la commande pour *les fabriques du Roi*, les maîtres doivent fournir des pierres de taille pendant trois mois, alors que, pour l'approvisionnement du chantier du fort Saint-Nicolas, le marchand demande un envoi de matériaux pendant un an (document n°8). Pour les grands chantiers, comme celui de l'Hôtel de Ville de Marseille en 1667, quatre équipes de deux maîtres carriers doivent vendre à deux marchands « tout autant de pierre de taille qu'ils pourront faire pendant trois ans suivant l'ordre qu'il sera donné » (document n°14). Enfin, en 1674, la commande de *queyrans* pour la construction de l'église de La Seyne sur Mer stipule que les carriers doivent « fournir la pierre de La Couronne qui luy sera de besoin nécessaire pour la dite besogne (...) sans discontinuer durant le temps et espace de quatre années » (document n°22).

Les commandes de pierres fixent donc la durée d'approvisionnement du chantier ou du marchand, et précisent la date à laquelle il doit débiter et *de facto* celle à laquelle il prend fin. En revanche, ils ne précisent jamais la quantité de matériaux à produire. On ne connaît pas non plus la fréquence des expéditions car, si dans le cas de Marseille les carrières sont peu éloignées et permettent un apport quotidien de pierres en quantités honorables, il n'en est pas de même des sites côtiers plus éloignés, comme c'est le cas de La Ciotat, La Seyne-sur-Mer, Toulon ou des îles d'Hyères.

Ces contrats restent donc assez vagues, il s'agit selon toute vraisemblance d'abord d'être assuré de l'approvisionnement continu du chantier par le caractère exclusif du contrat. Le carrier doit livrer son commanditaire en priorité et la plupart du temps, il doit lui vendre « toutes les pierres » qu'il produit. Il est envisageable que les données relatives aux modalités soient implicites, connues de tous et donc non précisées dans le contrat. C'est en tout cas ce qui ressort de l'ensemble des actes retrouvés, puisque aucun ne précise la fréquence d'approvisionnement. Peut-être doit-on les percevoir plus

comme une assurance de travail pour le carrier pendant une période déterminée et comme la certitude d'avoir à disposition les matériaux nécessaires à la construction, pour le commanditaire.

Les carriers sont systématiquement payés au retour des barques, après que le commanditaire ait compté les blocs « au compte de la barque ». Ils sont payés par cent de *queyrans*, qui doit être perçu, comme nous l'avons dit, plutôt comme une valeur marchande que comme une quantité de blocs appartenant à une norme modulaire précise.¹⁷¹

Lorsque nous avons traité les questions de transport, nous avons évoqué la solidarité des carriers les uns envers les autres, en cas de perte de marchandise en mer, ils se portent bien entendu solidaires également dans le cadre du travail à même la carrière. Nous l'avons vu avec l'acte de protection mutuelle contre Pierre et Claude Taupin signé en 1667 ainsi qu'en 1785, lors de la reprise des exploitations de Ponteau, avec le traité obligeant l'exploitant à embaucher en priorité les carriers de La Couronne, dans leurs bonnes compétences pour freiner l'exportation des carriers vers d'autres sites. Nous reviendrons sur la question des difficultés engendrées par l'exploitation des carrières de Ponteau dans la partie qui leur est consacrée.

Les parcelles de carrières ne sont pas exploitées de manière permanente par les mêmes carriers, on note d'importants mouvements d'échange, de revente de sites pour faire l'acquisition d'autres et ainsi que des modifications dans les associations, qu'elles soient liées à des querelles ou non. Dans les cas de transfert de carrière au sein d'une même famille, d'un père à son fils par exemple, un contrat de vente est passé le plus souvent oralement. Il ne paraît pas y avoir de transmission gracieuse, de type héritage, mais plus un rachat de la part du père par le fils, dont il ne reste que la quittance comme témoin. On le voit particulièrement au XVIII^e s. dans les rares testaments de carriers qui ont été retrouvés, et parmi lesquels aucun n'atteste le legs d'une carrière ou d'une parcelle d'un carrier à sa descendance. Seules les terres, cultures et maisons y sont mentionnées. C'est le cas par exemple en 1724 de l'héritage de Michel et Pierre Roubaud, carriers tous deux.¹⁷² On peut aussi suivre toutes les opérations faites par Antoine Gay pour que ses enfants, carriers également, puissent récupérer les parcelles qu'il possède. Ainsi en 1751, il

171 Nous avons déjà évoqué cette question en citant l'acte de commande des blocs pour l'église de La Seyne sur Mer (document n°22), dans lequel figuraient des modules avec leurs côtes et leur valeur marchande en nombre de *queyrans*.

172 ADBdR 378 E 685 f°110.

vend sa parcelle de carrière située face au Verdon à son fils, Gaspard, pour la somme de 30 livres par le biais d'un accord verbal, mais la quittance de paiement est enregistrée (document n°40). La même année, il vend à Simon et Gaspard tous les « fronts de carrières » qu'il possède dans la plaine de La Couronne, moyennant la somme de 60 livres (document n°43). En 1752, il vend à nouveau verbalement une carrière à Gaspard, située cette fois-ci au quartier de La Beaumaderie, le prix de vente n'est en revanche pas donné dans cet acte (document n°40). Enfin, en 1753, Antoine rédige son testament qui fait état des possessions qu'il laisse à ses enfants et petits-enfants, et bien entendu aucune carrière n'y figure. Il évoque simplement trois propriétés de terres et vignes et un tiers d'une quatrième pour chacun de ses trois fils, des maisons et de l'argent.¹⁷³ On peut alors supposer puisqu'il se démunait des carrières avant son décès, soit qu'il était malade et donc dans l'incapacité de travailler soit que les carrières étaient sujettes à un traitement différent des propriétés, parce qu'elles procuraient un certain bénéfice. On note que le décès d'Antoine est enregistré dans l'état civil en 1764 et que, dans une des conventions de transport de l'année 1756, on trouve un carrier répondant au nom d'Antoine Gay. On ne sait s'il s'agit du même, puisqu'ils sont plusieurs dans la famille Gay à porter ce prénom. Toutefois, au moment de son testament et donc après avoir revendu ses parcelles à ses fils, il est âgé d'environ 75 ans, alors que Gaspard a 56 ans et Simon 51 ans. Peut-être a-t-il simplement estimé qu'il était temps de laisser ses fils maîtres de ses parcelles. Il paraît difficile aujourd'hui d'aller au-delà de ces simples constatations. L'héritage de Guillaume Chouquet en 1720 ne témoigne pas non plus de la transmission directe des parcelles, mais confirme en revanche la transmission des dettes pour achat de carrière. Son père Honoré ne s'est pas acquitté de la somme qu'il doit pour l'achat d'une parcelle dans la carrière Notre Dame. En 1723, Guillaume remet donc pour paiement la moitié d'une parcelle avec la faculté d'en tirer des pierres (document n°37). Sans confirmer de manière pertinente la possibilité de léguer ses parts de carrières à sa descendance, le document tend néanmoins à en supposer l'usage puisque si Guillaume s'acquitte de la dette en remettant une demi-part, cela suggère qu'il en ait été héritier. On peut également imaginer, en comparant la situation à un modèle actuel, que les carriers préfèrent revendre à leur fils leurs exploitations de leur vivant plutôt que de les léguer pour des raisons peut-être de taxes de succession que pouvait éventuellement demander l'abbaye, pas forcément sous cette

forme, mais en frais de mutation, de modification de propriété... Ce ne sont que des propositions qui méritent vérification, ce qu'il n'a pas encore été possible de faire, mais qui constituerait un thème de recherche intéressant. En 1678, on trouve un cas un peu similaire, mais qui diffère toutefois par l'héritier. La veuve d'Antoine Jaurras, carrier, revend à Jean Roubaud deux carrières, une à la Fontaine Saint-Jean et l'autre aux Arqueirons que feu son mari possédait. La vente est encore une fois verbale et le paiement est utilisé « pour subvenir aux frais de funérailles ».¹⁷⁴ Dans ce cas, la veuve est héritière des parcelles qu'elle revend pour payer les obsèques.

On trouve ensuite des ventes de carrières qui restent dans un cadre strictement professionnel et parmi lesquelles on observe d'importants mouvements et quelques différences dans le statut des acheteurs. La plupart sont des carriers qui investissent pour ouvrir ou poursuivre une exploitation. Dans ce cas, les ventes se font essentiellement de carrier à carrier.

En 1665, Jean Amard vend à Esprit Reymondon les *peyrières* qu'il possède aux Arqueirons pour le prix de 16 livres 10 sols.¹⁷⁵ En 1678, Dominique Reymondon vend à Pierre Tourre une carrière qu'il possède à Notre Dame moyennant la somme de 36 livres (document n°24). Enfin, en 1680, F. Nicollas revend une demi part de carrière à Honoré Gonfard, part qui appartenait avant à Esprit Reymondon.¹⁷⁶

Parmi les transactions de carrier à carrier, on trouve également les rémissions de parts de carrières en rapport avec un conflit entre deux associés. C'est le cas en 1664 dans la carrière des Arqueirons dans laquelle travaillaient en association Guillaume de Coutel, Esprit Reymondon et Jean Roubaud. Pour mettre un terme à la querelle qui les oppose, Guillaume revend sa part 15 livres aux deux autres.¹⁷⁷ En 1667, on retrouve Guillaume, encore associé à Esprit Reymondon, mais aussi à Jean Leydet, qui, nouvelle querelle oblige, cède un quart de carrière contre 36 livres.¹⁷⁸ En 1678, Esprit Reymondon et Jean Roubaud sont en conflit, ce qui se solde par la rémission de la part de carrière d'Esprit.¹⁷⁹

Plusieurs marchands investissent également dans les carrières en achetant des parcelles, comme on peut le voir en 1679 dans l'acte qui enregistre le paiement de 60 livres pour l'achat d'une carrière située à Notre Dame par Jean Trévan et Michel Dubois, marchands de Marseille, associés à Jean Leydet (document n°27).

174 ADBdR 378 E 642 f°10.

175 ADBdR 378 E 635 f°420.

176 ADBdR 378 E 642 f°177.

177 ADBdR 378 E 635 f°43.

178 ADBdR 378 E 639 f°392.

179 ADBdR 378 E 642 f°13.

173 ADBdR 378 E 739 f°235.

L'année suivante, les mêmes marchands reçoivent un paiement de 30 livres chacun de Pierre Vachier et Arnaud Mayssonnier, *peirerons*, pour l'achat d'une *peyrière* qu'ils leur ont vendue (document n°24). Enfin, la même année, Claude Vachier doit 180 livres 6 sols et 9 deniers à M. Dubois et 139 livres 18 sols à Laurens Fouque (*mesnager*). Pour honorer sa dette, il leur cède le droit et la faculté de faire des pierres dans une *peyrière* qu'il a dans un clos qui lui fut cédé par Honoré Vachier.¹⁸⁰

Outre ces ventes, on trouve également la cession de carrières pour une durée déterminée, c'est-à-dire une location de l'exploitation. C'est le cas par exemple en 1667 pour une carrière, bastide, terres et vignes qui appartiennent à Huguette Gouiran, séparée en biens d'Honoré Vachier, *peireron*, et qui sont contenues dans la collocation avec son mari. Elle cède donc ses parts pour trois ans contre le paiement de 20 livres 5 sols par an à Pierre Meiffren. En contrepartie, il est autorisé à poursuivre la carrière et à découvrir si bon lui semble. Il s'agit non plus d'une vente réelle, mais d'une location pour plusieurs années.¹⁸¹ La même année, Pierre Meiffren, carrier donne en location à Etienne Rivière une cabane, terres, vignes et *peyrières* pour une durée de quatre ans moyennant 36 livres de rente par an (document n°43). Les deux marchands Jean Trévan et Michel Dubois signent plusieurs accords « d'arrangements » de sites dans les années 1678 et 1680, qui portent sur plusieurs années dont le plus long s'étend sur neuf années.¹⁸² En 1678, ils remettent également une carrière, qu'ils ont acquise d'Honoré Vachier, à François Nicollas et Esprit Reymondon pour une durée de neuf ans, qu'ils doivent exploiter pour approvisionner les deux marchands en pierres de taille (document n°25).

Les carrières de La Couronne peuvent donc être exploitées et appartenir à un carrier qui la cédera par acte de vente. On trouve également, mais plus rarement, des propriétaires entrepreneurs ou marchands, comme ce fut le cas de Pierre et Claude Taupin, mais surtout de Jean Trévan et Michel Dubois qui à leur tour confient l'exploitation à des maîtres carriers. La location d'une carrière pour une certaine durée paraît être assez fréquente et concerne tant les carriers que les marchands. La plupart des sites d'extraction sont la « propriété » des carriers qui exploitent eux-mêmes ou font exploiter la pierre, puisque la plupart en possèdent plusieurs et ne peuvent bien entendu pas les exploiter simultanément.

2.2.9. Réutilisation des carrières

Les carrières de La Couronne n'ont pas toutes été exploitées en même temps, il en est bien entendu de même des parcelles. Aussi peut-on sensiblement percevoir l'interruption d'un chantier par la revente de l'emplacement pour une autre activité. Cette tendance avait déjà été évoquée en 1667, lors de l'enquête faite par l'abbaye de Montmajour qui signalait que, les extractions laissaient un grand circuit et des déchets de taille dans lesquels les carriers plantaient ensuite des vignes et des figuiers. La documentation d'archives témoigne également du démembrement des carrières en lots qui sont vendus pour ces cultures, mais aussi assez fréquemment pour y construire une maison. Ainsi en 1723, J. Rindollet, *peireron*, vend à J. Mégy, berger, une terre avec vignes et un bâtiment situé au quartier des Arqueirons. (document n°39). En 1753, Jean Bœuf achète à Antoine Gay (carriers tous deux) une bastide et une portion de terre au quartier des Arqueirons, complantée de 3000 souches de vignes, 10 figuiers et comportant une bastide et deux bas de salle par-dessus ainsi qu'une cuve de pierre et une pile pour fouler les raisins, et le tout sous la directe de Montmajour (document n°39). En 1754, François Gonfard, *peyreron*, achète une portion de terre à Madeleine Soubrat au quartier des arqueirons.¹⁸³ L'année suivante, il investit également dans l'achat d'une maison située dans le même quartier.¹⁸⁴

Dans les chantiers de la deuxième moitié du XVII^e s., comme les forts Saint Jean et Saint Nicolas, l'Hôtel de Ville et les autres « fabriques que le Roy fait faire », on utilise souvent de la pierre extraite des carrières d'Arnette et des Arqueirons. Ce site est encore en exploitation jusqu'aux années 1720, puis il disparaît de la documentation d'archives en tant que carrière, mais on le retrouve transformé en lieu de vie et de culture avec bastides ou maisons, vignes et figuiers. Cette modification de l'usage du site est également observable lorsqu'on se rend sur place, puisque on relève d'abord la présence de trois maisons construites en moellons, vraisemblablement récupérés au moment du démontage des abris de chantier (bories). Sur toute la partie orientale de la carrière, le sol est jonché de morceaux de roches, trop gros pour être pris pour des déchets d'extraction, mais compatibles en revanche avec l'effondrement de ces petites constructions autrefois destinées à abriter les carriers.

Ce nouvel emploi de la carrière est également évoqué par de petits enclos, formés de murets en pierres sèches et qui se trouvent le plus souvent au devant des maisons.

180 ADBdR 378 E 642 f°235.

181 ADBdR 378 E 639 f°229.

182 ADBdR 378 E 642 f°104 et 15 ; document n°31.

183 ADBdR 378 E 739 f°534.

184 ADBdR 378 E 739 f°170v°.

Leur forme quadrangulaire et le fait qu'ils ne prennent pas leur origine au pied d'un front de taille permettent d'exclure l'hypothèse d'une séparation de parcelle d'extraction. On note également quelques petites souches de vignes au milieu des déchets d'extraction, dont on sait qu'ils étaient fréquemment étalés et utilisés ensuite pour ce type de plantation.

On trouve en même temps la revente d'un autre quartier autrefois exploité, qui est celui de la Fontaine Saint-Jean. Jusqu'aux années 1720, il est fréquemment revendu en parcelles de carrières, mais, à partir de cette date, il commence à se vendre sous forme de lots de construction et de culture. Ce démembrement de l'exploitation semble se faire essentiellement dans les années 1750. En 1753, Barthélémy Chouquet achète « une place pour y bâtir une maison de sept cannes et demi carrée située audit quartier proche de l'église de Saint Jean (...) pour le prix et somme de 70 livres ».

Il est autorisé pour la construction à prendre toutes les pierres qui seront nécessaires et qui sont en clapiers dans la propriété. Cette mention tend à rappeler l'ancienne utilisation du site, puisque les carrières sont fréquemment évoquées sous cette appellation (document n°35). Cette portion est revendue par Barthélemy Nicolas, qui possède toutefois toujours une bastide dans laquelle il réside, puisqu'il devient le voisin du nouvel acheteur. Deux mois plus tard, une propriété est vendue par Antoine Gay à La Couronne, sans qu'il ne mentionne le quartier Saint-Jean, mais toutefois il évoque la présence au sud de Barthélemy Nicolas, on suppose donc qu'il s'agit du même quartier. Le lot, complanté de trois souches de vignes, trente-quatre oliviers, deux amandiers, deux figuiers, se vend 250 livres.¹⁸⁵ La même année, toujours dans le même quartier, Jeanne Gouiran, veuve d'un carrier, achète une salle et une portion de terre sur laquelle ont été plantées 500 souches de vignes et trois figuiers (document n°35). On voit donc ici encore très nettement le changement d'activité du quartier qui fut, pendant au moins 40 ans, exploité comme carrière, et qui, à partir des années 1750, est revendu, souvent par des carriers, en lots de terre plantés de vignes et figuiers, et parfois avec un bâtiment. Ces actes confirment donc les témoignages qui sont contenus dans le rapport d'enquête de l'abbaye de Montmajour qui évoquaient ces plantations dans les déchets de carrière. Il semble en sus que tout soit réutilisé dans les anciennes exploitations : les déchets d'extraction sont vraisemblablement étalés pour y planter les fruitiers, les blocs abandonnés et les moellons sont utilisés pour construire les bâtiments, mais on démonte aussi les abris en pierres sèches que l'on mêle à du mor-

tier pour édifier les murs. Il reste toutefois interdit de toucher aux « murailles » qui séparent les lots.

2.3. L'ouverture des carrières de Ponteau à la fin du XVIII^e s.

2.3.1. Présentation des carrières de Ponteau

Il est intéressant de revenir un moment sur les carrières de Ponteau, sommairement évoquées dans le chapitre consacré aux matériaux concurrents mis en œuvre à Marseille. Le calcaire de Ponteau, dont nous avons vu qu'il répondait aux mêmes caractéristiques que celui de La Couronne, n'a vraisemblablement pas connu une période d'exploitation aussi longue, mais la réouverture des carrières à la fin du XVIII^e s. a considérablement perturbé le travail des carriers de La Couronne.

Les carrières sont situées au nord-ouest de La Couronne, et s'étendent depuis la plaine Saint-Martin jusqu'au port Ponteau (sur le domaine de Ponteau, voir Amouric, Feracci 1979).

Il reste aujourd'hui de ces exploitations un vaste terrain sous la pinède dans lequel on distingue très nettement de très hauts fronts de taille. Les sols de carrière sont, comme dans le cas des carrières de plaine de La Couronne, envahis par la végétation, leur étude n'est donc pas envisageable en l'état actuel. L'ensemble est vraisemblablement divisé en parcelles par des laisses de carrière (fig. 190, 191 et 192).

Elles sont supposées avoir connu une première exploitation dans l'Antiquité, en raison notamment de la présence des deux épaves lapidaires, non datées, mais dont les forts modules et les monogrammes qui y sont inscrits, ne sont pas sans rappeler l'épave lapidaire de Carry-le-Rouet (150-100 av. J.-C). La mise au jour, par M. Moerman, d'un port d'époque romaine dans l'anse des Laurons et des vestiges interprétés jusqu'aujourd'hui comme ceux d'une *villa maritima* viennent renforcer cette hypothèse. Enfin, la découverte à Marseille de blocs en œuvre dans des monuments de l'Antiquité, attribués aux carrières de Ponteau, pourrait, en dépit de l'ambiguïté que nous avons déjà évoquée, en confirmer l'activité. Nous n'avons aucun indice d'exploitation de ces carrières au Moyen Âge ou au début de l'Epoque Moderne. On sait que 15000 blocs ont été extraits de ces carrières en 1688 pour la construction de la corderie de l'arsenal de Toulon, mais que ces pierres n'ont jamais été mises en œuvre dans la construction. Les carrières paraissent avoir surtout connue une activité importante à partir de la réouverture à la fin du XVIII^e s. et jusqu'à la fin du XIX^e s.

185 ADBdR 378 E 738 f°144.

2.3.2. La réouverture des chantiers : des baux de location

Les carrières de Ponteau dépendent également de l'abbaye de Montmajour.

Aussi, le 22 mars 1783, Roustan, préposé de Jonquières, écrit au révérend père de l'abbaye pour lui signaler qu'un entrepreneur souhaite y ouvrir des carrières. Il précise que l'abbaye s'était réservée le profit de ces exploitations, mais qu'il serait intéressant de répondre favorablement à l'entrepreneur, car elle pourrait en tirer un bénéfice certain émanant de la redevance du bail (entre 200 et 300 livres) et de la perception d'une redevance par cent de *queyrans*. Il ajoute en sus que cela permettrait de faire travailler 25 à 30 ouvriers et que les faire venir de La Couronne ne poserait pas de problèmes, puisque quasiment tous les habitants sont carriers et que faute de travail, certains s'exportent, comme nous l'avons vu. Cela permettrait en outre à l'abbaye de faire des bénéfices d'une terre qui ne lui en a rapporté aucun jusque là. Il note que cela présente un intérêt futur certain d'autant qu'à Marseille on ne connaît pas la pierre de Ponteau et qu'il est pourtant facile de l'y expédier par voie de mer.

En Août 1783, le préposé de Jonquières fait un rapport à l'économe de l'abbaye pour l'informer de la volonté d'un négociant marseillais, Guieu, de reprendre l'exploitation des carrières de Ponteau, qui n'ont connu d'activité importante depuis un temps « *immemoré* » (document n°49). Il propose de payer une redevance de 20 sols par cent de *queyrans* si l'abbaye lui fournit le chemin, et 15 sols si elle ne le fournit pas. Suite à cette proposition, les propriétaires lui répondent d'abord qu'il trouve la redevance « bien modique ainsi que beaucoup d'embarras pour prouver le nombre de queyrans que d'ailleurs ils ne vouloient point se charger ni de fournir le chemin ni destre dans le cas d'aucune indemnité vis a vis du nommé Fouque, fermier de leur domaine ». Cependant, malgré tout, le préposé précise dans son rapport que « c'est dans ces circonstances et sans que rien fut précisément déterminé soit pour l'étendue de surface à découvrir et à exploiter soit pour la durée et la redevance d'une semblable faculté que le sieur Guieu commence son entreprise vers le mois de juillet 1783 ».

Guieu ouvre donc des carrières à Ponteau en 1783, sans qu'aucun accord préalable soit signé avec l'abbaye. C'est à ce moment que commence une période de déboires importants. L'entrepreneur trouve, à chaque proposition de rendez-vous pour fixer les modalités du bail, un prétexte pour ne pas se rendre à Montmajour et poursuit l'exploitation comme il l'entend. Il finit par envoyer à l'abbaye 300 livres d'acompte sur les pierres extraites en août 1784, soit un an après avoir débuté

l'exploitation. En février 1785, il en demande l'exclusivité et précise que, si l'abbaye octroie un bail à un concurrent, il cessera l'exploitation. Il refuse également de payer la redevance de 5 livres par cent de *queyrans* que l'abbaye a fixé pour n'en payer que 20 sols. Bien entendu l'abbaye refuse ses exigences et qu'il poursuive l'exploitation.

Les représentants décident finalement, en avril, d'envoyer un traceur de pierre de confiance, dont le nom n'est hélas pas évoqué, pour faire un rapport sur les exploitations de Ponteau. Les observations qu'il fait sur place laissent l'abbaye de Montmajour perplexe. D'abord, l'entrepreneur, qui avait dit ne pouvoir rencontrer les représentants à Ponteau parce qu'il était occupé à Marseille, se trouvait sur place au moment de la visite du carrier. En sus, Guieu avait déclaré avoir ouvert une ou deux carrières, alors que le traceur en compte 16 ou 17. Il était également censé avoir stoppé toute activité, et dans la réalité, au moment de sa visite le traceur déclare y avoir trouvé « une infinité d'ouvriers » en train de travailler et prétendre « défoncer (les carrières) jusqu'à épuisement ». L'abbaye sanctionne Guieu d'un procès qui se solde par l'interdiction d'exploiter le site de Ponteau et l'obligation de payer la totalité des sommes dues.

En juin 1785, l'abbaye rédige une convention relative à l'exploitation des carrières de Ponteau et en définit les obligations et clauses pour les futurs locataires. Elle fixe ainsi dans le bail l'emplacement et l'étendue de la carrière, l'orientation de l'exploitation, l'obligation de laisser le moins de cloisons possible et d'étendre les déchets d'extraction. Elle fixe également le nombre d'ouvriers, le module des *queyrans*, leur mode de paiement, et précise que tous les frais de charroi et de chemin sont à la charge du locataire et qu'il doit impérativement verser une caution.

Elle accorde donc un bail à Etienne Nicolas Cauchoix, bourgeois de Marseille, pour une durée d'un an, répondant aux normes définies (document n°51). Il est ainsi obligé d'avoir tous les jours douze ouvriers qui exploitent sa parcelle et il lui est interdit d'avoir ses effectifs réduits au 2/3 plus d'un mois. Les blocs extraits doivent mesurer 2,5 pans x 1 pan soit 62,5 x 25 cm, dimension usuelle du *queyron*, qu'il payera 5 livres le cent, tous les trois mois.

L'abbaye avait également accordé un bail en mai 1785 à Blaise Nicolas (document n°51), marchand de pierre de taille de Marseille, qui répond exactement aux modalités fixées le mois suivant pour le bail de Cauchoix.

Dans les comptes, on trouve les sommes perçues sur l'exploitation de la pierre des carrières de Ponteau depuis l'année 1783. 52273 *queyrans* ont été extraits, parmi lesquels 45344 sont le fruit de l'exploitation de

Guieu, dont 43560 blocs ont été extraits en seulement huit mois. Blaise Nicolas en a extrait 7943, Cauchoix seulement 500 et le quatrième exploitant, probablement de La Couronne, Roubaud, en a sorti 270. Le bail de ce dernier n'a hélas pas été retrouvé.

En 1786, le révérend de l'abbaye reçoit une plainte de Blaise Nicolas au sujet de Guieu qui a « malicieusement » ouvert une carrière sur l'emplacement qui lui avait été donné en location (document n°53). Il ajoute qu'il ne pourra pas « y faire tenir les douze hommes (...) mis pour exploiter » et que Guieu lui a demandé de payer pour « son misérable chemin » la somme de 200 livres. L'entrepreneur qui pourtant s'était mis d'accord avec l'abbaye pour cesser l'exploitation en août 1785, est donc toujours actif en 1786.

L'exploitation des carrières de Ponteau n'a pas donc pas été sans problèmes pour l'abbaye de Montmajour et pour les autres exploitants, puisque Guieu pour reprendre les mots du préposé de Jonquières a agit en « maître » à Ponteau. Nous allons voir que l'exploitation « illégale » de Guieu a, non seulement débouté Montmajour et les autres exploitants, mais a également considérablement porté préjudice aux carriers de La Couronne.

2.3.3. La concurrence des carrières de Ponteau

La concurrence des carrières de Ponteau ne s'entend pas dans ce chapitre au sens où nous l'avons évoqué au moment des matériaux concurrents mis en œuvre à Marseille. Il s'agit réellement ici d'une concurrence en termes de travail qui a pénalisé avant tout les carriers dans leur ensemble et pas forcément les plus influents.

Comme il était évoqué dans la lettre de Roustan, les carriers de La Couronne sont en 1783 très nombreux à résider sur place et les exploitations ne s'avèrent pas suffisantes pour fournir du travail à tous. Beaucoup partent donc travailler dans d'autres sites comme la Barben Charleval ou Fontvieille, dont on a vu que tous les carriers venaient de La Couronne. Comme nous venons de le dire, Guieu, qui normalement ne devrait plus exploiter les carrières de Ponteau, poursuit ses extractions en 1786 comme l'atteste la délibération de la confrérie des traceurs de pierres de La Couronne datée du 26 janvier (document n°52).

Cette réunion « exceptionnelle » voit le regroupement de quarante-sept carriers (dont les deux priers), tous issus des grandes familles que nous avons amplement évoquées précédemment (3 Rindollet, 10 Roubaud, 8 Gay, 2 Gonfard, 1 Fouque, 6 Chouquet, 1 Reymondon, 7 Nicolas, 2 Bœuf, 1 Venture, Vachier, Mégy, Beraud, Gouin, Bellon et Tourre). Ils s'accordent tous sur le fait que les habitants de La Couronne subsistent depuis

longtemps grâce aux carrières qui, en raison de leur situation, leur permettent une exportation aisée vers Marseille, ce qui a leur a permis, comme nous l'avons déjà dit, d'en tirer profit et d'entretenir leur famille. Cependant, la possibilité d'ouvrir des carrières et le commerce florissant avec Marseille a attiré un grand nombre de carriers, augmentant ainsi la population.

L'installation de Guieu dans les carrières de Ponteau entraîne, comme nous l'avons vu, une diminution des profits qui augmente de jour en jour et qui réduit donc les effectifs nécessaires pour exploiter les carrières de La Couronne et répondre à la demande. À cela, ils ajoutent que cette ouverture et le commerce qui en découle « contraint beaucoup des habitants dudit quartier qui ne sont propres à aucun autre métier dans la nécessité de ne rien faire ou de s'expatrier ». En outre, les carrières de Ponteau ont attiré plusieurs *peyrerons* étrangers qui ont été embauchés par Guieu pour exploiter les carrières au préjudice des habitants, « ce qui ne fait qu'augmenter leur misère et accélère leur extraction ».

Les carriers réunis en assemblée cherchent donc une solution pour « prévenir l'augmentation de leur détresse ». Ils demandent donc à être embauchés en priorité dans ces carrières à l'heure ou à la journée, mais interdisent que les maîtres *peyrerons* se louent ou louent leurs enfants pour les opérations de manutention (chargement des bateaux notamment).

Ce document évoque donc de manière très claire l'ouverture des carrières de Ponteau qui entre 1783 et 1786 porte un préjudice considérable aux carrières de La Couronne, d'abord dans l'aspect commercial, puisque l'apparition de la pierre de Ponteau sur le marché marseillais a un impact important sur le commerce du calcaire de La Couronne, puisqu'elle a pour conséquence une diminution du profit. Les Marseillais commandent donc moins de pierres de La Couronne, ce qui a pour effet de réduire les extractions et donc les effectifs en carrière. Il semble donc que Guieu n'ait absolument pas recruté de carriers « sur place » au moment de l'ouverture des exploitations, mais qu'il les fait venir d'ailleurs. Le terme « étrangers » peut impliquer simplement qu'ils viennent de Marseille, d'Istres... et non pas de contrées très éloignées. Toutefois, il a vraisemblablement complètement négligé la main d'œuvre locale et visiblement ceux qui ont postulé se sont vus embaucher dans des tâches de manœuvres, ce qui vraisemblablement a fortement déplu aux maîtres carriers, puisqu'ils en font une interdiction.

Il semble en sus que les carriers de La Couronne ont déjà extraits des matériaux des carrières de Ponteau, bien avant la réouverture par Guieu. Lors de la construction du bâtiment de la corderie de l'arsenal de Toulon en 1686, la pierre de La Couronne avait été choisie pour



Fig. 190. Vue sur une des parcelles de la carrière de Ponteau (C.P).



Fig. 191. Arbre pénétrant un front de taille de la carrière de Ponteau (C.P).



Fig. 192. Visage crée sur un front de taille de la carrière de Ponteau (C.P).

la construction de certains éléments placés à l'intérieur de l'édifice. Comme nous l'avons déjà évoqué, il était également prévu, dans les plans initiaux, de faire venir de la pierre Fontvieille pour les piliers et encadrements d'ouverture situés sur les parties extérieures de la corderie, mais elle posait à ce moment précis des problèmes d'approvisionnement. Les constructeurs se mettent donc à la recherche d'une pierre de remplacement et visitent dans ce but les carrières de Calissanne, La Couronne et de la plaine Saint-Martin, autrement dit Ponteau, au 3^e trimestre 1688.¹⁸⁶ Cela implique donc d'abord que les carrières de Ponteau étaient actives dès la fin du XVII^e s. et, dans ce cas, on peut déduire que si les toulonnais connaissaient ce matériau, les marseillais devaient sans doute les connaître aussi. Dans le cas contraire, on peut également imaginer que les carriers de La Couronne avaient déjà vu les anciennes carrières de Ponteau, qu'ils connaissaient donc le potentiel du site et que de ce fait, voulant récupérer un marché plus important, ils ont proposé aux mandataires une visite sur place. La pierre de Calissanne est rejetée pour des raisons financières, celle de Toulon a été jugée trop dure pour répondre aux contraintes de cette partie de la construction, celle de La Couronne est exclue, en raison des problèmes qu'ils avaient constaté sur la détérioration de ce matériau dans les cas de pose en extérieur à Toulon où « l'air est plus dévorant qu'à Marseille ».¹⁸⁷ La proposition d'exploiter une carrière à Saint Martin (Ponteau) est finalement retenue et les entrepreneurs l'aménagent à leurs frais et construisent un chemin et des installations maritimes pour l'embarquement des pierres. Ces aménagements indiquent que vraisemblablement la carrière n'était jusqu'alors pas en activité, puisqu'il n'y a pas de port d'embarquement des matériaux, et qu'ils sont obligés d'aménager un chemin. On peut donc supposer qu'ils ont visité cette carrière, suite à leur visite à La Couronne et que les carriers leur ont servi de guide. Il est bien entendu très difficile aujourd'hui de confirmer cette hypothèse. La pierre ne sera finalement pas utilisée dans les éléments pour lesquels elle était prévue, puisqu'elle est reconnue comme étant de « méchante qualité ». 15000 *quartiers* de pierres auraient donc été abandonnés, sans emploi dans l'arsenal et les constructeurs reviendront au projet initial.

Cette construction soulève donc plusieurs questions relatives à l'exploitation des carrières de Ponteau. Visiblement inactives au moment de leur décision d'exploiter, on ne sait ni comment ils les connaissaient ni qui les a exploitées réellement. On peut toutefois supposer que ce soit dans les deux cas du fait des carriers

de La Couronne, qui devaient connaître l'existence des affleurements et la possibilité d'y extraire des matériaux. Il est en revanche étonnant de remplacer de la pierre de La Couronne par celle de Ponteau, en sachant qu'il s'agit du même matériau. Une fois livrée, elle est jugée de mauvaise qualité, ce qui paraît assez surprenant s'il s'agit d'un travail exécuté par les carriers de La Couronne qui, en raison de leur expérience de ce matériau, en ont une parfaite connaissance et maîtrise. De ce fait, on pourrait mettre en doute l'hypothèse de l'exploitation par les carriers de La Couronne. La question reste donc ouverte et ne peut pour le moment être éclairée par aucune proposition satisfaisante.

On suppose donc une première réouverture des carrières de Ponteau dès la fin du XVII^e s., pour répondre à un besoin particulier, mais qui n'a vraisemblablement aucun impact sur l'activité des carrières de La Couronne. Elle n'a d'effet sur le commerce et l'activité des exploitations qu'à partir de 1783, parce que les exploitations y sont intensives et engagent une quantité considérable de carriers dont la majeure partie ne vient pas de La Couronne. La concurrence et les conséquences sur les carriers ne sont plus évoquées en dehors de ces années, on imagine donc que les choses se sont stabilisées par la suite.

186 AMT IL236 f°13v°.

187 AIG Art 8, cart 1 n°27 et AMT SE 180.